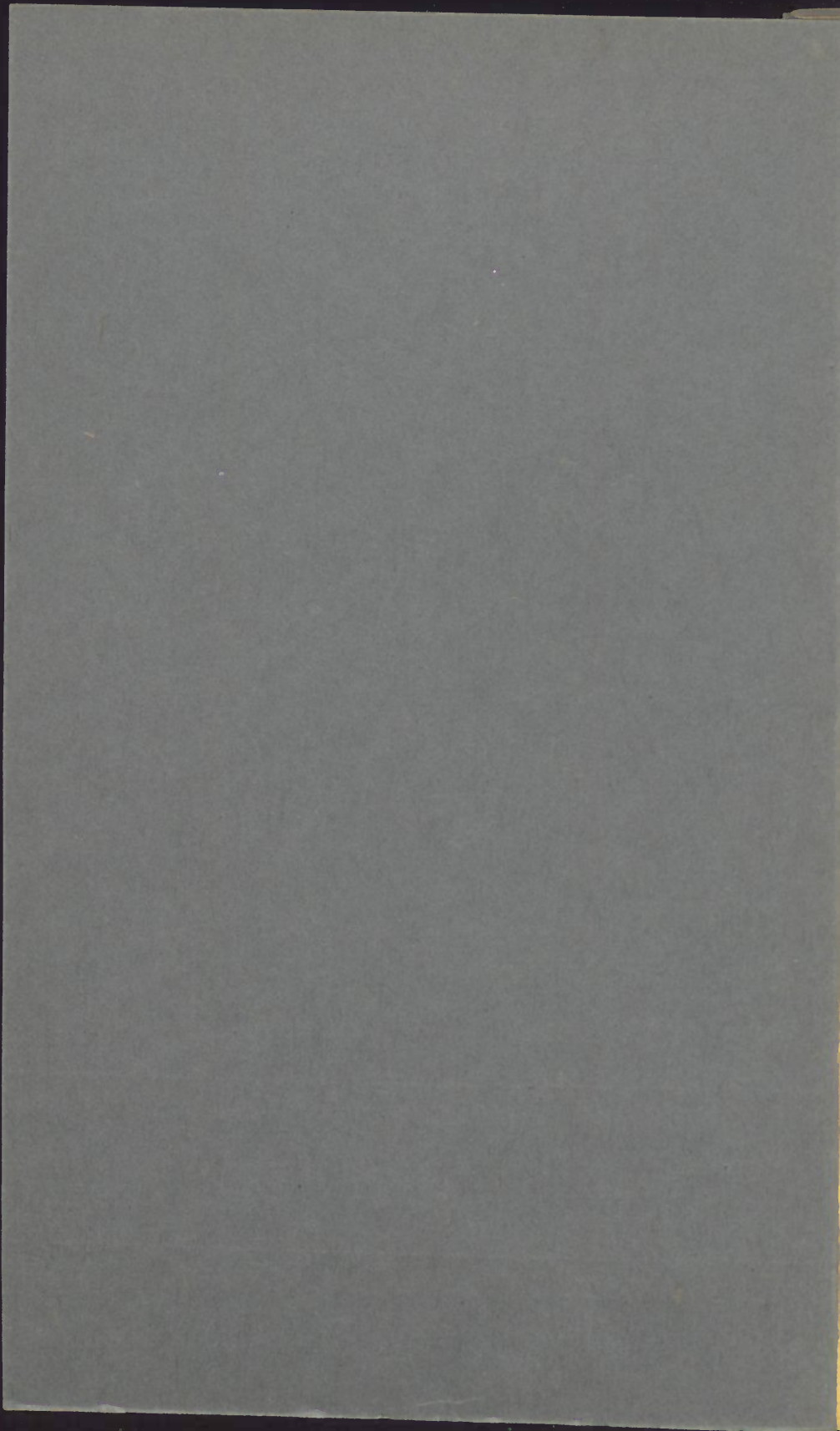


**Bibliothek
des Instituts für Weltwirtschaft
an der Universität Kiel**

Signatur

B 16157



DU TRAVAIL DE RÉVISION
DES
STATUTS
DES
CAISSES DE PRÉVOYANCE

EN FAVEUR DES OUVRIERS MINEURS,
CONFORMÉMENT A LA LOI DU 28 MARS 1868.

EXAMEN DES COMPTES DES ANNÉES 1866 A 1871;

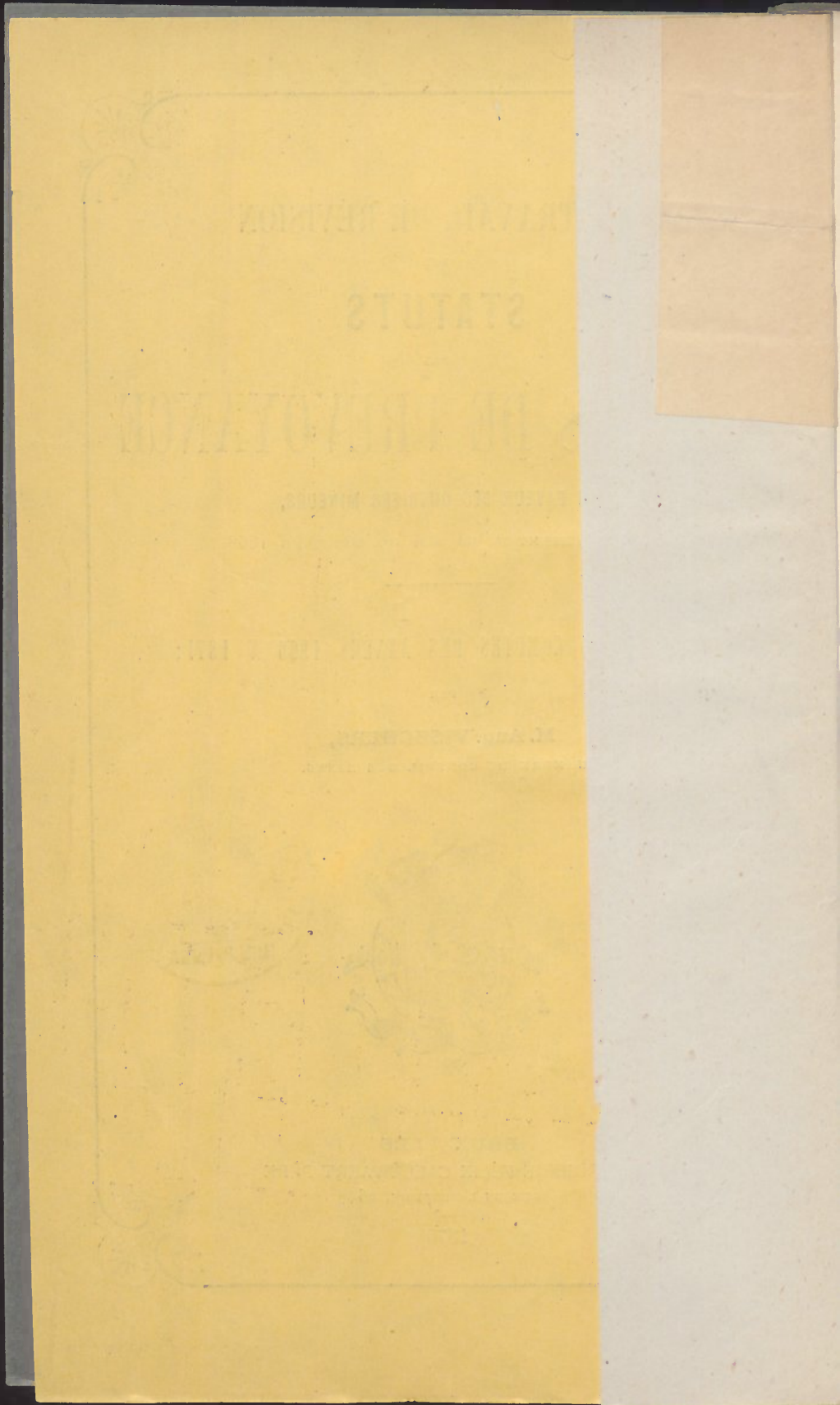
PAR

M. Aug. VISSCHERS,
MEMBRE DU CONSEIL DES MINES.



BRUXELLES
IMPRIMERIE FÉLIX CALLEWAERT PÈRE
RUE DE L'INDUSTRIE, 26

1873



DU TRAVAIL DE RÉVISION
DES
STATUTS
DES
CAISSES DE PRÉVOYANCE

EN FAVEUR DES OUVRIERS MINEURS,
CONFORMÉMENT A LA LOI DU 28 MARS 1868.

EXAMEN DES COMPTES DES ANNÉES 1866 A 1871;

PAR

M. Aug. VISSCHERS,
MEMBRE DU CONSEIL DES MINES.



BRUXELLES
IMPRIMERIE FÉLIX CALLEWAERT PÈRE
RUE DE L'INDUSTRIE, 26

1873

55
EXTRAIT DES ANNALES DES TRAVAUX PUBLICS DE BELGIQUE, TOME XXXI.



DU TRAVAIL DE RÉVISION
DES
STATUTS DES CAISSES DE PRÉVOYANCE

EN FAVEUR DES OUVRIERS MINEURS,

CONFORMÉMENT A LA LOI DU 28 MARS 1868.

EXAMEN DES COMPTES DES ANNÉES 1866 A 1871.

CHAPITRE PREMIER.

RAPPEL DES PRINCIPES QUI ONT PRÉSIDÉ A L'ÉTABLISSEMENT DES CAISSES DE PRÉVOYANCE EN FAVEUR DES OUVRIERS MINEURS.

Les caisses de prévoyance des ouvriers mineurs, ou du moins la plupart d'entre elles, viennent d'entrer dans une phase nouvelle de leur existence. *Reconnues*, c'est-à-dire ayant acquis la qualité de personnes civiles ou morales, conformément à la loi du 28 mars 1868, les caisses de prévoyance du bassin de Charleroi et des provinces de Liège, de Namur et de Luxembourg peuvent désormais ester en justice, recevoir des donations ou des legs d'objets mobiliers; elles jouissent de l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement pour tous actes passés en leur nom ou en leur faveur. Sont exempts des mêmes droits, tous certificats, actes

de notoriété ou autres, dont la production doit être faite pour le service de ces caisses. Elles pourront obtenir exemption des frais de procédure, en se conformant à l'arrêté royal qui sera pris en vertu de l'art. 4 de la loi du 28 mars 1868.

Associations créées primitivement pour une durée ou avec un engagement de leurs membres, limité à cinq, six ou dix années, des arrêtés royaux ont successivement renouvelé l'approbation donnée à leurs statuts. Depuis leur origine, de constantes relations ont été entretenues par ces institutions avec l'autorité supérieure. Les caisses ont reçu, chaque année, une part dans les subventions que la législature leur a votées. Mais un long laps de temps ne s'était pas écoulé que, de plusieurs côtés, l'on demanda que ces caisses, fondées dans l'intérêt de la classe des ouvriers mineurs, devinssent permanentes. Dès 1848, l'honorable M. Wau-telet fit, au sein du conseil provincial du Hainaut, la proposition de demander aux Chambres qu'une loi rendît obligatoire, pour les sociétés charbonnières, leur participation aux caisses de prévoyance. On reconnaissait *unanimentement* combien il importait de maintenir une œuvre si éminemment utile à la classe ouvrière et si propre à moraliser les masses (1). Dans sa séance du 17 juillet 1850, le conseil provincial émit le vœu « que » le gouvernement avise aux moyens de faire jouir, » d'une manière permanente, tous les ouvriers mi-neurs des bienfaits résultant des caisses de pré-voyance. »

Peu de mois auparavant, le Ministre des travaux publics de cette époque, M. Rolin, avait consulté le Conseil des mines sur le même objet. Une exploitation charbonnière importante, celle des *Vingt-quatre Actions*,

(1) Caisse de prévoyance établie à Mons en faveur des ouvriers mineurs. — Rapport annuel de 1848, p. 41. Mons, 1849.

à Quaregnon, venait d'être le théâtre d'un terrible accident. Une explosion de *grisou*, survenue le 22 mars 1850, y avait fait périr soixante-seize ouvriers mineurs. Le Ministre écrivait au Conseil des mines, en date du 13 avril suivant : « J'ai la ferme conviction, » Messieurs, que le gouvernement ne ferait pas vaine- » ment un appel aux Chambres législatives. La sym- » pathie qu'elles ont montrée, en toutes occasions, pour » l'amélioration du sort des classes laborieuses, est un » sûr garant de leur concours. Je pense donc qu'un » projet de loi ayant pour but d'*obliger les exploitants » de mines à prendre part aux caisses de prévoyance,* » serait favorablement accueilli par la législature. »

Le Ministre terminait sa lettre en disant : « Avant » d'aborder l'étude de cette affaire, si vous désirez, » Messieurs, avoir l'avis des commissions administra- » tives des caisses établies dans nos différents bassins » de mines, veuillez me le faire savoir; je m'empres- » serai de les consulter. »

Dans un premier rapport en date du 28 juin 1850, fait au Conseil des mines, le conseiller rapporteur (M. Visschers), rappelant le mémoire qu'il avait publié dès 1838, et qui avait provoqué l'institution des caisses de prévoyance (1), exposait le principe d'après lequel elles avaient été établies. « Me confiant dans les vertus » et dans les forces individuelles de toutes les plus » puissantes et les plus productives; n'appelant l'Etat » qu'à encourager et à faciliter le développement des » forces individuelles, pour les concentrer dans l'asso- » ciation; refusant aux victimes de leur reconnaître un » droit absolu, parce que la charité doit être libre et

(1) *De l'établissement de caisses de prévoyance en Belgique en faveur des ouvriers mineurs.* Inséré d'abord dans la *Revue belge* qui se publiait à Liège (année 1838), ce mémoire fut reproduit l'année suivante dans la *Revue Universelle*, qui se publiait à Bruxelles.

» spontanée pour créer de puissantes ressources, j'ai
» dû rechercher le secret de la prospérité de l'institu-
» tion que je préconisais. Je regardais les exploitants
» comme trop éclairés, je me sentais trop fort de
» l'exemple pratique des nations qui nous entouraient,
» pour croire que nos propositions seraient traitées
» d'utopie. J'attendais la réussite de cette institution
» du concours de l'État, des exploitants et des ouvriers
» intéressés. J'assignais à chacun la part que depuis
» il y a prise. L'institution a prospéré. »

Plus loin, le rapport continuait en ces termes :
» Depuis la fin du siècle dernier, l'industrie émancipée
» a la *liberté* pour base de sa charte constitutionnelle.
» Le contrat se forme librement entre le maître et
» l'ouvrier. En Angleterre, en France, en Belgique,
» comme en Allemagne, dans une foule de branches
» d'industrie, les exploitants et les fabricants imposent,
» par mesure réglementaire, une retenue à leurs ou-
» vriers, pour l'alimentation de caisses de secours à
» leur profit. Souvent les patrons contribuent à l'en-
» tretien des caisses ; le lien moral entre le maître et
» l'ouvrier tend à se resserrer à leur avantage mutuel.
» L'équilibre entre les salaires et les besoins se main-
» tient d'une part, comme d'autre part l'équilibre dans
» les conditions de production et de vente. Dans le
» salaire de l'ouvrier mineur, plus élevé que celui du
» journalier qui travaille dans les champs, il y a une
» portion qui représente les risques attachés à sa pro-
» fession. Les bénéfices de l'exploitant doivent aussi
» être réglés d'après les chances de cette industrie
» hasardeuse ; une part représente les intérêts des ca-
» pitaux exposés, une autre le bénéfice légitime de
» l'entrepreneur. Spontanément, en vue d'améliorer la
» condition de ses ouvriers, de les rendre plus atten-
» tifs et plus assidus à leurs travaux, il peut affecter

« à leur profit une fraction de cette dernière part, sans
« en grever le calcul de son prix de revient.

«... Laissons donc l'association entreprise au nom
« de la charité et de la confraternité, du patronage des
« uns, de l'assurance mutuelle des autres, se dévelop-
« per et porter librement ses fruits. *On peut toutefois*
« *accorder aux caisses communes de prévoyance des*
« *avantages qui, en augmentant la somme des bienfaits*
« *qu'elles répandent, en accroissent encore l'utilité et la*
« *popularité.* Ce qu'un projet de loi présenté récem-
« ment par le gouvernement propose de faire en faveur
« des sociétés de secours mutuels, une loi peut l'appli-
« quer aux caisses de prévoyance en faveur des ou-
« vriers mineurs ». Le rapport décrit ensuite les bases
d'un projet de loi conçu en ce sens; ce sont celles qui,
adoptées par le Conseil des mines, ont servi plus tard
à la rédaction des projets de loi présentés aux Cham-
bres législatives en 1854 et en 1867.

Avant de formuler un avant-projet de loi, le Con-
seil des mines, profitant de l'offre que lui avait faite le
Ministre, le pria de consulter les commissions admi-
nistratives des caisses sur les avantages que, dans cet
ordre d'idées, l'on pourrait leur accorder. Leurs ré-
ponses devaient éclairer l'administration sur les besoins
de ces associations, sur les moyens de leur être utiles;
et l'appui de la loi, la direction morale que l'institution
recevrait du concours simultané du gouvernement et
des exploitants achèveraient d'assurer le succès de ces
caisses déjà entrées dans les habitudes et dans les
besoins de la classe des ouvriers mineurs.

L'accident arrivé le 22 mars 1850 à la houillère
des *Vingt-quatre Actions*, à Quaregnon, avait provoqué
l'émission du vœu exprimé par le conseil provincial du
Hainaut, dont nous avons parlé plus haut. Ainsi que
la lettre du Ministre, ce vœu avait essentiellement

pour objet de faire jouir, d'une manière permanente, tous les ouvriers mineurs des bienfaits résultant des caisses de prévoyance. Un second rapport fait au Conseil des mines, en date du 9 août 1850, continue à développer le système préconisé dans le rapport précédent. En élevant les caisses de prévoyance au rang d'établissements d'utilité publique, en les dotant des privilèges qui n'appartiennent qu'aux personnes civiles, la loi donnerait aux caisses communes des divers bassins de mines une prééminence incontestable sur toute association particulière ou caisse isolée. Mais cet appui, cette protection de la loi, doivent être subordonnés à l'accomplissement de certaines conditions.

La première et la principale de ces conditions, c'est la *permanence* des caisses. Cette permanence est la seule garantie de la continuité des versements et de la constitution d'un fonds de pensions, pour sûreté des obligations contractées par la caisse. Le vœu émis par le conseil provincial du Hainaut indique le sens des réformes à faire dans les caisses communes de prévoyance. Le rapport termine en demandant au Ministre de recueillir l'avis des députations provinciales sur ces questions et sur les observations que présenteraient les commissions administratives des caisses.

Dans l'enquête ordonnée par le Ministre, on recueillit en outre l'avis des ingénieurs en chef des mines de Mons et de Liège. Un rapport fait au Conseil des mines, dans sa séance du 7 décembre 1852, analysa toutes les pièces de l'enquête. Il fut suivi d'un avis rendu par le Conseil, dans sa séance du 17 du même mois, adoptant les conclusions du rapporteur, et formulant un avant-projet de loi. C'est ce même projet qui, modifié seulement en quelques points, a été présenté successivement à la législature par les ministres

MM. Ém. Van Hoorebeke et Vander Stichelen et converti en loi sous la date du 28 mars 1868 (1).

Les considérants de l'avis du Conseil des mines méritent d'être rapportés, comme justifiant entièrement les conclusions auxquelles il s'était arrêté. Nous croyons utile de les reproduire textuellement :

« Considérant que, sans vouloir introduire dans la législation des principes nouveaux et fort contestables, tels que la retenue obligatoire sur le salaire des ouvriers et la contribution obligatoire des patrons au profit de ces derniers, on peut arriver au résultat de rendre les caisses de prévoyance permanentes et d'en généraliser les bienfaits, par l'emploi d'autres moyens ;

« Qu'en présence des développements dans lesquels est entré le rapporteur, le Conseil ne croit pas nécessaire d'approfondir et de réfuter de nouveau le système qui tend à obliger, par une loi, les exploitants de mines à s'associer pour une œuvre de bienfaisance et de prévoyance ;

« Qu'il faut chercher plutôt à fortifier et à encourager l'esprit d'association, de manière à en étendre les bienfaits, à faire entrer dans les habitudes, dans les conditions du travail de l'ouvrier mineur, l'existence de la caisse de prévoyance, ou la distribution des secours que cette caisse accorde ; ce qui obligera tous les exploitants des mines ou à s'y rattacher, ou à distribuer, de leurs deniers, des secours équivalents à ceux que procure cette institution ;

« Considérant que, tout en encourageant les associations d'exploitants de mines, formées dans l'intérêt de leurs ouvriers, il convient de préciser le but de ces institutions, le cercle de leur action, les avantages qu'une loi peut leur accorder, les garanties que réclame la société, les conditions qui assurent la bonne gestion des caisses ; et que, pour une partie de ces conditions et garanties, la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés de secours mutuels, offre, à la fois, un précédent et des détails fort utiles ;

« Considérant, toutefois, que les caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs présentent un champ plus vaste que les sociétés de se-

(1) Toutes les pièces de l'enquête, ainsi que les rapports faits au Conseil des mines sous les dates des 28 juin et 9 août 1850, 7 décembre 1852, et l'avis du Conseil du 17 décembre, ont été imprimés, par ordre de la Chambre des Représentants, à la suite du projet de loi présenté par M. Van Hoorebeke le 26 janvier 1854.

cours mutuels, puisqu'il est interdit à ces dernières, si elles veulent être reconnues par le gouvernement, de promettre des pensions viagères ;

« Que, non-seulement l'action des caisses de prévoyance s'étend sur un plus grand nombre d'associés, puisque les six caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, existantes dans le royaume, comprennent *cinquante-deux mille* ouvriers (1), mais que leurs ressources et leurs charges sont plus considérables que cela n'a lieu, d'ordinaire, dans les sociétés de secours mutuels ;

« Que le service des pensions notamment réclame une forte réserve, et qu'il est à désirer que ces établissements, une fois formés, ne viennent pas à se dissoudre ;

« Que, ces prémisses posées, il est inutile de justifier en détail les modifications que la loi devra introduire au système adopté précédemment pour les sociétés de secours mutuels lorsqu'on cherchera à l'appliquer aux caisses de prévoyance ;

« Que ces modifications, comme l'ensemble du système proposé, sont insérées dans le projet de loi suivant, qui, avec les explications contenues dans le mémoire ci-annexé du rapporteur, ne paraît pas avoir besoin d'un nouveau commentaire. »

Le projet de loi tendant à faire reconnaître « comme » établissements d'utilité publique » les caisses de prévoyance des ouvriers mineurs fut présenté à la Chambre des Représentants, le 26 janvier 1854. Il était dit, dans l'Exposé des motifs, que la forme sous laquelle ces institutions avaient prospéré depuis plus de quatorze années paraissait suffire pour leur donner un caractère permanent et pour leur conférer les avantages dont jouissent les établissements d'utilité publique reconnus par la loi. Le 3^e de l'art. 3 mentionnait donc : « la faculté de recevoir des donations » et des legs, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par le n^o 3 de l'art. 76 de la loi » communale. »

Le Conseil des mines avait insisté, dans son rap-

(1) Le nombre des ouvriers mineurs affiliés aux caisses est actuellement de près de *cent mille* ; il s'est accru d'environ 100 p. %.

port, sur la convenance de ne pas limiter, vu les besoins des caisses, l'élan de la *charité*, lorsqu'elle s'exercerait en leur faveur. « En reconnaissant les caisses » de prévoyance, » y était-il dit, « comme établissements d'utilité publique, il y a lieu d'en laisser » découler toutes les conséquences, nous ne dirons » pas dans l'application, mais dans l'énoncé de la » règle générale. » Une durée illimitée n'est pas absolument nécessaire aux sociétés de secours mutuels; elle est indispensable, au contraire, aux caisses de prévoyance qui accordent des pensions viagères et exigent l'accumulation de capitaux considérables. Le projet de loi présenté par M. Van Hoorebeke n'avait rien changé à la rédaction proposée par le Conseil des mines.

A la fin de la session de 1857, lorsqu'à la suite de la discussion de lois politiques le Roi eut dissous les Chambres, le rapport de la section centrale sur le projet de loi de janvier 1854 n'avait pas encore été déposé. D'après la jurisprudence de la Chambre des Représentants, ce projet était mis à néant.

De nombreuses démarches personnelles pour en obtenir un nouvel envoi à la législature échouèrent jusqu'à ce que, le 10 mai 1867, le ministre M. Vander Stichelen vint présenter à la Chambre des Représentants un projet concernant ces caisses légèrement modifié. « Il semble superflu, » disait-il dans l'Exposé des motifs, « d'entrer dans de longs développements pour » faire ressortir les avantages de ces institutions de » prévoyance; elles sont assez connues, et l'on ne peut » que rendre hommage à l'esprit de sagesse qui a présidé à leur création. » Sauf un petit nombre de points, le projet de loi reproduisait les termes du projet précédent. Ainsi, à l'article 1^{er}, l'on avait effacé l'expression « d'établissements d'utilité publique. » Malgré la différence existant entre les caisses de pré-

voyance et les simples sociétés de secours mutuels, il y était marqué que les premières pourraient, « comme » les sociétés de secours mutuels, être reconnues par » le gouvernement. » On ajouta au n° 3 l'art. 3 quelques mots qui en restreignaient la portée : la faculté de recevoir des donations et des legs fut limitée aux objets *mobiliers*. Pour seule explication, l'Exposé des motifs annonce qu'il a paru *préférable* de limiter, d'une manière précise, aux objets mobiliers, la faculté de recevoir des donations et des legs, « faculté qui était énoncée d'une manière vague dans l'art. 3, n° 3 de l'ancien projet. »

Sur le rapport fait au nom de la section centrale par l'honorable M. Elias, le projet de loi fut adopté, à l'unanimité des voix, par la Chambre des Représentants, dans sa séance du 19 novembre 1867. *Quatorze années* s'étaient écoulées depuis la première présentation du projet ! La loi fut promulguée sous la date du 28 mars 1868. (*Moniteur belge* du 2 avril 1868, n° 93.)

L'honorable M. Jamar avait succédé, quelques mois auparavant, au Ministre auteur du second projet. Ce fut donc sous les auspices de M. Jamar que dut commencer le travail de révision des statuts, destiné à les mettre entièrement en harmonie avec la nouvelle loi.

CHAPITRE II.

DU TRAVAIL DE RÉVISION DES STATUTS DES CAISSES DE PRÉVOYANCE EN FAVEUR DES OUVRIERS MINEURS, CONFORMÉMENT A LA LOI DU 28 MARS 1868.

Pour préparer l'exécution d'une loi qui devait accorder de grands avantages, une existence civile et des privilèges légaux aux caisses de prévoyance des ouvriers mineurs, M. le Ministre adressa en janvier 1869, aux députations permanentes des provinces minières, un « Avant-projet de règlement » en exécution de l'article 4 de la loi du 28 mars 1868. Cet avant-projet fut imprimé et distribué. Le Ministre le fit suivre de deux circulaires portant les dates des 9 et 16 janvier 1869(1).

C'est le moment d'avouer qu'aussitôt après la publication de la loi, dès les premiers jours d'avril, j'avais fait offre de services à M. le Ministre, pour le seconder dans les mesures préparatoires d'exécution que cette loi nécessitait. Cette offre, toute désintéressée, avait été d'abord acceptée, puis était restée sans effet. Je pris la liberté de la rappeler plus tard au Ministre, en lui faisant part de mes appréhensions sur l'inefficacité de la marche suivie. J'avais, dans l'intervalle, publié l'écrit mentionné en note. Ce ne fut qu'à la veille des élections dont le résultat occasionna la retraite du ministère dont l'honorable M. Jamar faisait partie, qu'il signa, sous la date du 13 juin 1870, un arrêté dont la teneur suit :

(1) Il a été fait allusion à l'Avant-projet de règlement dans le mémoire intitulé : *Des conditions essentielles d'existence des caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs*, inséré à la page 289 du tome XXVII des *Annales des travaux publics*. Bruxelles, 1869. En présence d'essais qui ne me paraissaient pas de nature à amener un résultat fructueux, j'avais jugé opportun de recourir au moins à la voie des conseils indirects.

ART. 1^{er}. Il est institué, près du département des travaux publics, une commission chargée de donner son avis sur l'exécution et l'application de la loi du 28 mars 1868, relative aux caisses de prévoyance des ouvriers mineurs, ainsi que sur la révision des statuts desdites caisses.

ART. 2. Cette commission est composée ainsi qu'il suit :

MM. VISSCHERS (A.), conseiller au Conseil des mines, *président*;

JOCHAMS, inspecteur général des mines, *vice-président*;

Les ingénieurs en chef des deux directions des mines ou, en cas d'empêchement, l'ingénieur principal qu'ils auront délégué;

DUPONT, chef de division au Ministère des travaux publics;

Un délégué de chaque caisse de prévoyance;

WITMEUR (H.), sous-ingénieur des mines, *secrétaire*.

ART. 3. La commission m'adressera un rapport dans un court délai.

En exécution de cet arrêté, les commissions administratives des caisses de prévoyance nommèrent des délégués parmi leurs membres. Ce furent pour les différentes caisses :

MM. HENRI JORDAN, vice-président de la caisse du Couchant de Mons;

AD. DULAIT, vice-président de la caisse du bassin de Charleroi;

GRAVEZ, membre de la commission administrative de la caisse du Centre;

F. BRACONIER, secrétaire de la caisse de la province de Liège;

BENOÎT-FABER, vice-président de la caisse de la province de Namur;

JACQUIER, président de la caisse de la province de Luxembourg.

Le ministère des travaux publics resta sans titulaire pendant plusieurs mois. La réunion des délégués, dont les séances devaient être d'abord fréquentes, présentait des difficultés, à cause de leur éloignement de la capitale. Des instructions ministérielles détaillées devaient précéder le travail de révision. Ces instructions devaient développer les principes de la loi, les conditions et les garanties qu'elle exigeait pour l'approbation des statuts. Lorsque ces instructions auraient été arrêtées par

le Ministre, l'application des règles tracées devenait plus facile, pouvait s'opérer sans froissement au moyen d'une simple correspondance ou de conférences avec les délégués de chaque caisse individuellement. Un nouveau chef était à la tête du département des travaux publics. Le Ministre, l'honorable M. Wasseige, ayant apprécié les difficultés qui lui furent démontrées, chargea un comité pris dans le sein de la commission générale et composé de MM. Visschers, Jochams, Rucloox, Laguesse et Dupont, de préparer une circulaire exposant les principes de la loi et les règles à suivre pour la révision des statuts. La circulaire adressée, avec la signature de M. Wasseige, aux députations des provinces de Hainaut, de Liège, de Namur et de Luxembourg, porte la date du 25 mars 1871. Elle a été insérée au *Moniteur belge* du 16 avril, n° 106 (1).

Le travail de révision des statuts des différentes caisses commença immédiatement après : on prit pour base de l'examen, pour chaque caisse, le texte des statuts adoptés en dernier lieu, par l'assemblée générale des exploitants, en vue de profiter des avantages assurés par la loi. On correspondit avec les délégués pour obtenir quelques modifications sur un petit nombre de points, et plus d'une difficulté, de nature diverse, occasionna des retards dans le travail. A tous les degrés d'avancement, le comité eut soin de tenir le Ministre au courant de la marche de l'instruction. Enfin, l'accord s'étant établi sur tous les points avec les délégués des caisses du bassin de Charleroi et des provinces de Namur et de Luxembourg; les statuts révisés approuvés par les assemblées générales, ou par les commissions administratives d'après les pouvoirs qu'elles en avaient reçus; les députations permanentes

(1) Cette circulaire est reproduite aux *Documents administratifs* du tome XXX des *Annales des travaux publics*, p. 559 et suiv.

entendues dans leurs observations, conformément à l'art. 2 de la loi du 28 mars 1868, les statuts de ces trois caisses furent transmis le 6 février 1872, avec un avis favorable, au Ministre (M. Moncheur); mais un incident soulevé par le Ministre apporta inopinément un retard à l'approbation si vivement attendue des statuts de ces trois caisses.

Par lettre du 4 mars, le Ministre crut devoir consulter son collègue M. le Ministre de la justice sur une question qui formait doute dans son esprit. Devenue personne civile, la caisse de prévoyance de Charleroi pouvait-elle conserver dans ses statuts une disposition comme celle de l'art. 6, qui autorisait l'assemblée générale à voter, chaque année, sur la réserve, une somme « consacrée à améliorer la condition morale de l'ouvrier et à propager l'instruction parmi ses enfants? »

Voici la lettre de M. le Ministre, où il expose les difficultés de la question :

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Bruxelles, le 4 mars 1872.

Monsieur le Ministre,

La loi du 28 mars 1868 concernant les caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs ayant été présentée et contresignée par les Ministres de la justice et des travaux publics, il convient que les questions qu'elle soulève dans son application soient résolues de commun accord entre nos deux départements.

Par arrêté du 13 juin 1870, mon prédécesseur avait institué une commission chargée de donner son avis sur l'exécution et l'application de la loi, ainsi que sur la révision des statuts des caisses de prévoyance.

Cette commission ayant terminé une partie de son travail vient de me

soumettre trois projets d'arrêtés royaux tendant à approuver, sous les conditions y déterminées, les statuts présentés par les commissions administratives des caisses de prévoyance des provinces de Namur, de Luxembourg et du bassin de Charleroi.

Ces statuts ont été soumis, en conformité de l'art. 2 de la loi, à l'avis des députations permanentes des conseils provinciaux de Namur, Luxembourg et du Hainaut.

Cette dernière a émis l'avis qu'il y avait lieu de supprimer l'art. 6 des statuts de la caisse du bassin de Charleroi, ainsi conçu :

« Des fonds de l'association peuvent, en vertu d'une décision de » l'assemblée générale qui en fixe le montant, être consacrés à améliorer la condition morale de l'ouvrier et à propager l'instruction parmi » ses enfants. »

Ledit collègue ne peut admettre, dit-il, que des retenues faites sur les salaires soient affectés à l'instruction; ce serait un changement de destination du fonds social que rien ne justifie.

La commission n'ayant pas partagé cet avis a maintenu l'art. 6 précité. Dans son opinion, les caisses de prévoyance ont un double but : l'amélioration de la condition matérielle de l'ouvrier et l'amélioration de sa condition morale qui, selon elle, rentre entièrement dans l'idée qui a présidé à l'établissement de ces caisses.

Quant au but des caisses de prévoyance, il est déterminé par l'art. 1^{er} § 2 de la loi, dont voici la teneur :

« Les caisses de prévoyance ont pour objet d'accorder, dans les conditions et dans les limites à déterminer par leurs statuts, des pensions » et secours. »

Ne peut-on pas admettre que cette disposition autorise l'application d'une somme quelconque du fonds social à l'amélioration de la condition morale de l'ouvrier ou à la propagation de l'instruction parmi ses enfants? Telle est la question que soulèvent les avis contradictoires de la commission et de la députation permanente du Hainaut.

Une autre question peut être soulevée subsidiairement : celle de savoir si, dans le cas où un legs serait fait à une caisse, sous la condition de l'appliquer en totalité ou en partie à l'instruction, la commission administrative de cette caisse pourrait, en vertu de la loi, être autorisée à l'accepter?

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de vouloir bien m'éclairer de vos lumières pour la solution à donner à ces questions.

L'affaire présentant un certain caractère d'urgence, il me serait agréable de recevoir votre réponse le plus tôt possible.

Le Ministre des Travaux publics,
(Signé) F. MONCHEUR.

M. le Ministre de la justice répondit à son collègue par la lettre suivante :

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Bruxelles, le 10 avril 1872.

Monsieur le Ministre,

Par votre lettre du 4 mars 1872, 3^e division, n^o 3860, vous avez bien voulu soumettre à mon avis la question de savoir si une partie des fonds appartenant aux caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs peut être affectée, par un article des statuts de ces caisses, à l'amélioration de la condition morale de l'ouvrier et à la propagation de l'instruction parmi ses enfants.

La loi du 28 mars 1868 n'a eu d'autre but que d'étendre aux caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, le bénéfice de la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés de secours mutuels. Elle était rendue nécessaire uniquement pour la faculté de donner des pensions que n'ont pas ces dernières. Elle ne diffère de la loi de 1851 que sous ce rapport. (Exp. des motifs. *Ann. parl.* Déc. 1866-1867, p. 398.)

Or, les termes de l'art. 4^{er} de la loi de 1851, plus explicites que ceux de la loi de 1868, ne comportent pas l'emploi des fonds communs à l'instruction des enfants des associés. La loi n'a en vue que des secours matériels. Les discussions le démontrent mieux encore que le texte.

Les mots : *pensions* et *secours*, dont se sert l'art. 43 de la loi de 1868, ne comportent, dans leur sens usuel, d'autre idée que celle de la presta-

tion d'objets matériels. L'art. 6 qui déclare les pensions et secours incessibles et insaisissables confirme cette interprétation.

D'autre part, il résulte des travaux préparatoires de la loi (*Ann. parl.* 1853-1854, p. 775 et suivantes) que le législateur s'est préoccupé des dangers que pourrait présenter l'affectation des ressources communes à des objets trop multipliés.

Les familles nécessiteuses trouvent, au surplus, dans l'organisation de l'enseignement et dans les obligations que la loi impose aux communes et aux bureaux de bienfaisance, un moyen assuré de procurer à leurs enfants une instruction convenable.

Enfin, la loi sur les bourses fournit à ceux qui voudraient affecter particulièrement leurs libéralités à l'instruction de certaines catégories de personnes, le moyen de satisfaire leurs intentions généreuses.

Ces considérations me portent donc, Monsieur le Ministre, à donner à la question que vous m'avez posée une solution négative.

Le Ministre de la Justice,
(Signé) DE LANTSHEERE.

En fait, quelques explications paraissent nécessaires. L'objet n'était pas bien important. Quelque rigoureuse que doive être l'application des principes de droit, écoutons les parties en cause afin d'apprécier la nature du débat.

Les deux caisses de prévoyance fondées originairement dans le Hainaut, à Mons et à Charleroi, et dont la première recevait, chaque année, de la Société générale pour favoriser l'industrie nationale, une somme de 5,000 francs pour propager l'instruction parmi les enfants d'ouvriers, avaient l'une et l'autre inscrit dans leurs statuts cet art. 6, objet du débat. Instituée dans des vues de patronage moral autant que d'assistance matérielle en cas d'accident, on avait couronné l'œuvre en lui donnant cet utile complément. Des arrêtés royaux, en date des 30 et 31 décembre 1840, avaient approuvé, dans leur ensemble, les statuts de ces

caisses ; et, à l'expiration de chaque période décennale, l'approbation avait été renouvelée. Versant à la caisse commune une somme égale au montant des retenues opérées sur le salaire de leurs ouvriers, les sociétés exploitantes avaient pu introduire cette disposition dans leurs statuts.

Une circonstance de plus est à noter. La loi sur l'instruction primaire du 23 septembre 1842 a réglé tout ce qui concerne l'enseignement dans les écoles primaires, où les enfants, garçons et filles, sont admis à partir de l'âge de sept ans. D'après le règlement adopté par la commission administrative de la caisse de Charleroi, les sommes qu'elle accordait étaient de préférence employées à faciliter l'admission d'enfants au-dessous de cet âge dans les écoles gardiennes (ou salles d'asile); et ce règlement y mettait pour condition expresse que les patrons de l'établissement où les parents de ces enfants travaillaient *y ajouteraient une somme au moins égale*.

Le dernier rapport de la caisse de Charleroi fait connaître l'emploi de la somme votée en 1871 pour l'éducation de ces jeunes enfants.

Voici la liste des établissements où on les envoyait :

- École gardienne, tenue par des religieuses de Farciennes ;
- École des frères de la doctrine chrétienne à Charleroi (faubourg);
- École gardienne des sœurs de charité à Charleroi (faubourg) ;
- École gardienne et des filles, tenue par des religieuses, à Marchienne-au-Pont ;
- École gardienne et des filles, dirigée par des religieuses, à Lambussart ;
- Et ainsi de suite jusqu'à un total de vingt établissements.

Quand on songe au peu de temps que passent à

l'école les enfants d'ouvriers mineurs, que le décret de 1813 permet d'admettre dans les travaux souterrains dès l'âge de dix ans, on ne peut qu'approuver au fond les libéralités qui ont pour objet de procurer à ces enfants quelque éducation dès leur plus jeune âge. L'actif de la caisse de Charleroi, au 31 décembre de cette année, atteignait un total de *deux millions* 22,049 fr. 54 c. (V. le tableau publié à la suite de ce mémoire.) La somme votée pour l'instruction de ces jeunes enfants avait été de fr. 8,660 20 c. ; ce n'était là sans doute qu'une faible dépense ; mais, par suite de la condition mise à cet acte de libéralité, c'était en tout une somme de fr. 17,320 40 c., qui avait été consacrée à un emploi aussi judicieux et aussi utile.

Quelques années auparavant, la caisse de Mons, dont les statuts renfermaient une disposition pareille, avait été exposée à des critiques analogues, parties cette fois de la presse. Est-ce donc, s'écriait-on, pour soutenir des écoles de petits frères et de religieuses, que l'on prélève des *retenues sur les salaires des ouvriers* ? Le rapport sur les opérations et la situation de cette caisse pour l'année 1856 répondit à ces attaques :
« Lorsque, vers la fin de 1840, vous avez, Messieurs,
» fondé une caisse de prévoyance pour vos ouvriers,
» votre intention n'était pas seulement d'améliorer leur
» condition matérielle ; d'assurer des pensions aux
» veuves et aux orphelins de ceux qui périssent dans
» les mines, comme à ceux que leurs blessures et leur
» âge mettent dans l'impossibilité de travailler encore ;
» vous vous préoccupiez aussi d'améliorer leur condi-
» tion morale ; des moyens de développer leur intelli-
» gence par l'instruction ; de leur inspirer, de bonne
» heure, des sentiments religieux, des idées d'ordre, des
» habitudes d'économie ; vous vouliez enfin que tous leurs
» enfants pussent jouir des bienfaits de cette éduca-

» tion populaire, que le législateur a, plus tard, si
» simplement et si clairement définie, en votant l'art. 6
» de la loi du 23 septembre 1842.

«... S'il est vrai que l'on n'improvise pas en un jour,
» dans les masses, la réforme des tendances, des habi-
» tudes et des mœurs; si cette réforme ne s'obtient
» que lentement et par des progrès successifs pres-
» qu'insensibles, vous avez pu cependant, Messieurs,
» quoiqu'entrés depuis dix-sept ans seulement (aujour-
» d'hui depuis trente-deux années) dans la voie que
» vous vous êtes tracée, *constater ici l'existence d'une*
» *amélioration incontestable*, etc. »

Aujourd'hui la cause est jugée. Comme le dit M. le
Ministre de la justice dans sa lettre, « la loi sur les
» bourses fournit à ceux qui voudraient affecter parti-
» culièrement leurs libéralités à l'instruction de cer-
» taines catégories de personnes le moyen de satisfaire
» leurs intentions généreuses. »

M. le Ministre des travaux publics ayant demandé
à la commission administrative de la caisse de pré-
voyance de Charleroi de consentir à la radiation de
l'art. 6, l'assemblée générale, convoquée, prit connais-
sance, dans sa séance du 18 mai 1872, des deux dé-
pêches ministérielles transcrites ci-dessus; et, après
avoir rappelé le bien que ces allocations avaient pro-
duit, sans charges pour le fonds des retenues, puisque,
chaque année, le montant des pensions et secours à
payer excède la part provenant des retenues opérées
sur le salaire des ouvriers, l'assemblée décida, à l'*una-
nimité*, le maintien de cet article 6.

Peu de semaines après, toutefois, à la suite de nou-
velles démarches du Ministre, l'assemblée revint sur
cette décision; elle consentit, dans sa séance du 8 juil-
let, à la radiation de l'article. Il est à espérer, après
cela, que, donnant une nouvelle preuve de leurs dispo-

sitions généreuses, les sociétés exploitantes continueront et, au besoin, augmenteront leurs allocations pour l'envoi des enfants aux écoles. Il ne restera de cette affaire que le souvenir de l'utile initiative que l'administration de la caisse avait prise depuis l'origine.

La commission administrative de la caisse de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs et carriers de la province de Luxembourg ayant également acquiescé à la radiation d'un article pareil, M. le Ministre des travaux publics soumit au Roi, en les faisant précéder d'un rapport exposant les bienfaits résultant de l'établissement des caisses de prévoyance et les bases du travail de révision qui venait d'être opéré, des arrêtés approuvant les statuts revisés des caisses de Charleroi et des provinces de Namur et de Luxembourg. (Ce rapport au Roi et les arrêtés royaux d'approbation portant la date du 4 octobre et suivis du texte des statuts, ont été insérés au *Moniteur belge*, n^{os} des 15 et 16 octobre 1872. — Les *Annales des travaux publics* ont reproduit, aux *Documents administratifs* du tome XXX, pp. 574 et suiv., le rapport au Roi et l'arrêté approuvant les statuts de la caisse de Charleroi.)

Les statuts des caisses de prévoyance des provinces de Namur et de Luxembourg diffèrent peu de ceux de la caisse de Charleroi. On peut, toutefois, y signaler diverses modifications résultant de circonstances particulières.

La correspondance tenue avec M. le délégué de la caisse de la province de Namur révéla les difficultés que l'on rencontrait, principalement avec les Sociétés exploitant les concessions de mines métalliques et les gisements de minerai de fer, pour la fixation des tantièmes p. % à prélever sur le salaire de leurs ouvriers. Le travail, dans ces exploitations, se fait à des époques irrégulières; les ouvriers y sont payés, certains à la

journée, d'autres en plus grand nombre en raison du minerai extrait, soit brut, soit lavé. On peut difficilement, dans ces conditions, déterminer les sommes à verser dans la caisse commune. Dès le mois d'août 1871, en se fondant sur ces motifs, l'assemblée générale des exploitants avait changé les bases des retenues, sauf approbation du gouvernement. Au taux de $1\frac{1}{2}$ p. %, l'assemblée substitua une somme fixe de douze francs par an et par ouvrier, à verser moitié par les patrons et moitié par les ouvriers. La taxe, pour ces derniers, se perçoit par trimestre, à raison de *deux francs*, quels que soient le genre de leur travail, le montant de leur salaire, le nombre de journées qu'ils ont travaillé durant ces trois mois. De même, en n'ayant égard qu'à la gravité de l'accident, on a adopté un tarif uniforme de secours pour les ouvriers, quels que soient leur genre de travail et le montant de leurs salaires. Ce système est fort simple, très-facile dans la pratique ; est-il également juste ? L'avenir l'apprendra ; en attendant, il n'a été voté que pour deux ans, à titre d'essai.

La caisse de prévoyance de la province de Luxembourg est celle qui, comparativement, compte le plus grand nombre d'ouvriers carriers, occupés à l'exploitation des riches ardoisières que possède cette province. Les accidents sont rares et, d'ordinaire, peu meurtriers dans ce genre d'exploitation. Depuis l'origine, le taux fixé pour les retenues sur les salaires et les cotisations des patrons, cumulativement, n'a été que de 1 p. %. Ce taux, inscrit dans les statuts revisés, pourra-t-il toutefois être maintenu ?

En même temps que le *Moniteur* publiait les arrêtés royaux d'approbation des trois caisses de prévoyance mentionnées ci-dessus, le Ministre prenait acte de la décision par laquelle l'assemblée générale des exploi-

tants du bassin du *Centre* déclarait ne pas vouloir profiter des avantages que la loi du 28 mars 1868 accorde aux caisses de prévoyance *reconnues*. Comme les caisses de Mons et de Charleroi, celle du Centre n'a été établie d'abord que pour dix ans ; mais l'approbation de ses statuts a été renouvelée régulièrement par le gouvernement à l'expiration de chaque période décennale. En se refusant à établir leur caisse de manière à la rendre permanente, MM. les exploitants de mines du bassin du Centre ont toutefois annoncé leur résolution « de » renouveler leurs engagements après chaque période » décennale, comme ils l'ont toujours fait jusqu'ici. »

Dans ces conditions, il n'a pas été permis au gouvernement de donner suite à la demande d'approbation de ses statuts faite par la caisse du Centre. La loi lui confère le droit de déterminer les garanties et conditions sous lesquelles l'approbation des statuts peut être obtenue. Or, on ne conçoit guère l'existence d'une *caisse de pensions*, dont la durée ne serait limitée qu'à un petit nombre d'années. Les versements doivent se faire, dans une semblable caisse, de manière à assurer le service des pensions pendant toute leur durée ; l'établissement d'un fonds permanent est nécessaire à cet effet ; le relevé des charges supportées par la caisse du Centre, et qui croissent encore d'année en année, en donne la preuve. Dans le système que l'administration de cette caisse défend, il n'y a pas de garantie, pour l'ouvrier mutilé, pour la veuve d'un ouvrier qui a péri par accident, de jouir toute leur vie de la pension qui leur a été accordée. Mais quelles sont les garanties des associés entre eux ? Que l'un d'eux se refuse à reconnaître ses engagements, qu'il reste en retard de verser ses cotisations ; qu'il se retire même à l'expiration d'une période décennale, en laissant à la caisse des charges considérables : on ne voit d'autre issue que des pour-

suites personnelles, des tracas, des embarras, qui aboutiront à la dissolution de l'association.

La caisse de prévoyance du bassin du Centre ne se ralliant pas au régime établi par la loi, continuera-t-elle à toucher une part dans les subsides annuels votés par la législature? Nous ne parlons pas des avantages énumérés dans l'art. 3 de la loi, et dont elle ne pourra pas jouir. Continuera-t-elle à envoyer, chaque année, ainsi qu'elle l'a fait depuis l'origine, un extrait du compte de ses recettes et de ses dépenses? Nous espérons que les rapports existants ne seront ni brisés ni interrompus. Sauf la question de la permanence de la caisse, un accord complet s'était établi entre le comité consultatif et le délégué de la commission. Tôt ou tard, pensons-nous, cette dernière remarquera qu'indépendamment des engagements individuels que peuvent souscrire les participants aux caisses, la permanence de ces institutions est le seul mode qui offre des garanties. Il n'y a pas, d'ailleurs, de position intermédiaire entre une société *reconnue* et une société libre; en vertu de quel texte de loi, un arrêté royal approuverait-il dorénavant une association qui ne rentrerait pas dans les conditions de la loi du 28 mars 1868?

Le travail de révision n'a pas encore abouti pour les statuts de la caisse de prévoyance du Couchant de Mons. Nous nous bornerons, relativement aux difficultés qui se sont présentées lors des conférences et des correspondances tenues avec M. le délégué de cette caisse, à reproduire le passage où il y est fait allusion, dans le rapport au Roi précédant les arrêtés du 4 octobre dernier: « Jusqu'ici non plus, Sire, les exploitants » de mines de cette partie du bassin du Hainaut que » l'on appelle « le Couchant de Mons » n'ont pu parvenir à s'entendre sur le mode à adopter pour la reconstitution ou la consolidation de leur caisse de pré-

» voyance. A l'époque actuelle, dans la prévision
» d'éventualités qui peuvent devenir menaçantes, toutes
» les questions concernant les rapports entre maîtres
» et ouvriers préoccupent légitimement tous les esprits.
» Comme lien moral, autant que dans des idées d'allé-
» gement des souffrances physiques, en vue de venir en
» aide aux besoins d'ordre matériel de leurs ouvriers, les
» exploitants du bassin du Couchant de Mons sont
» pénétrés de la nécessité de continuer leur association,
» qui compte déjà trente et une années d'existence et a
» répandu d'immenses bienfaits au sein de la classe
» ouvrière. »

En faisant valoir le motif que les arrêtés réglementaires prévus par l'art. 4 de la loi du 28 mars 1868 n'ont pas encore paru, l'assemblée générale de la caisse du Couchant de Mons, dans sa séance du 16 septembre 1872, a demandé au gouvernement une prorogation de délai jusqu'au 31 décembre 1873. Il vient de lui être accordé une prorogation d'un an, par arrêté royal du 16 janvier dernier.

La caisse de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs de la province de Liège vient d'être reconnue par arrêté royal du 20 janvier 1873. Une des principales difficultés qui ont retardé l'approbation de ses statuts provenait du désir exprimé par quelques-unes des sociétés exploitantes de ne voir faire, dans les statuts, aucune mention des caisses particulières de secours. Plusieurs d'entre elles, tout en faisant opérer la retenue statutaire au profit de la caisse commune, manifestaient l'intention de ne pas continuer à percevoir de retenues au profit de la caisse de secours de leur établissement. Des réclamations s'étaient élevées relativement à ces caisses, soit sur le mode de perception, soit sur les distributions des secours. Avis était donc à plusieurs de supprimer ces caisses et de comprendre dans

les frais généraux de leur exploitation les dépenses résultant du traitement des blessés, les honoraires des médecins, les frais des médicaments, etc. Toutefois, la demande de suppression de ces caisses n'était pas générale. D'un autre côté, la mention des caisses particulières, comme auxiliaires des caisses communes, était inscrite dans l'art. 6 de la loi. N'étaient-elles pas, en effet, un rouage indispensable de l'institution ? Elles sont une application du principe qui veut que les classes ouvrières s'aident elles-mêmes, qu'elles se fortifient par l'association, en n'acceptant le concours des patrons que dans les cas où cette intervention devient indispensable. Ainsi, l'expérience enseigne que l'association entre ouvriers d'un même établissement suffit pour pourvoir aux cas de blessures simples, etc. Mais lorsqu'un grave accident a occasionné la mutilation d'un ouvrier devenu incapable de travailler ou causé mort d'homme, les statuts ont fait sagement en obligeant les sociétés exploitantes à verser à la caisse commune des sommes égales au montant des retenues opérées sur les salaires de leurs ouvriers. La part contributive des patrons est justifiée par l'élévation des charges que cette caisse aura à supporter. Cette combinaison est la meilleure, sinon la seule manière de concilier les intérêts et d'éviter les discussions sur « le » droit de l'ouvrier au secours » et l'établissement de « contributions obligatoires à charge des patrons (1). »

La difficulté consistait donc à ne pas supprimer la mention des secours délivrés à l'ouvrier blessé et à sa

(1) La théorie du « droit au secours, » comme corollaire du droit au travail, et de l'institution de caisses avec retenues et contributions obligatoires, auxquels seraient appelés à participer l'État, les départements, les patrons, a fait l'objet de vives discussions, en 1849 et en 1850, au sein des Assemblées constituante et législative de France. Elle fut repoussée à la suite des remarquables rapports de MM. Ferrouillat, Benoist d'Azy et Thiers. Nous nous en sommes occupé dans le rapport fait au Conseil des mines le 7 décembre 1852, qui est imprimé à la suite du projet de loi de 1854.

famille, de quelque source que ces secours fussent apportés. Mention des deux catégories de secours devait être conservée, et la mention même des caisses particulières ne devait pas être retranchée, puisque l'intention générale n'était pas de les supprimer. On finit par s'entendre sur les termes.

Les statuts de la caisse de prévoyance de la province de Liège, adoptés le 17 mai 1872, en assemblée générale des exploitants associés, ont été soumis à la députation permanente qui, sauf une réserve, leur accorda son approbation dans sa séance du 23 juillet suivant. Dans l'assemblée du 17 mai, il avait été donné pouvoir à la commission administrative de la caisse de consentir aux modifications que le gouvernement réclamerait.

Après de nouvelles conférences, toutes les difficultés ayant été levées, la commission administrative renvoya les statuts le 12 décembre au département des travaux publics; le comité consultatif se réunit le 20, et le 31 décembre il adressa au Ministre, avec toutes les pièces à l'appui et des conclusions favorables, les statuts de cette caisse, qu'un arrêté royal du 20 janvier 1873 (*Moniteur belge* du 26 du même mois) a définitivement approuvés.

Le résultat de l'application de la loi du 28 mars aux caisses de prévoyance de Charleroi et des provinces de Liège, de Namur et de Luxembourg, reconnues comme personnes civiles, est un fait important. A dater de ce moment commence une nouvelle ère pour ces institutions.

Il reste au comité consultatif de s'occuper des arrêtés réglementaires prévus par l'art. 4 de la loi. Mais ce travail achevé, lorsque toutes les caisses ou du moins la plupart auront obtenu la reconnaissance légale, il est une institution qui doit compléter l'œuvre : c'est la

nomination d'une commission permanente qui, placée près du département des travaux publics, veille sur la marche et la situation des caisses et en rend annuellement compte au chef de ce département. L'allocation d'une somme aussi importante que celle qui est inscrite, chaque année, au budget de l'État au profit des caisses des ouvriers mineurs, rend l'établissement de cette commission indispensable. La nécessité en a déjà été prévue dans le rapport fait au Conseil des mines le 7 décembre 1852. (Page 47 des pièces imprimées à la suite du projet de loi de 1854.) « Vraisemblablement, » disait à cette époque le rapporteur, « pour assurer l'exécution de la loi, pour faciliter l'accomplissement de la tâche dévolue au gouvernement, ce dernier jugera utile d'instituer une commission consultative permanente, un conseil supérieur de surveillance. Les caisses y seront représentées, etc. »

Ce n'est qu'à cette condition que l'institution peut rester florissante. Que, pendant quelques années calamiteuses, on laisse les charges s'accumuler ; que les déficits annuels, comme on en a déjà vu plusieurs exemples, se succèdent et entament la réserve, c'est-à-dire le fonds des pensions : les caisses entreront rapidement dans une voie de décadence, et la dissolution en deviendra inévitable. Le gouvernement doit prévoir ces éventualités ; il y a plus, il doit les prévenir, en empêcher la réalisation.

Son action de surveillance doit s'étendre même sur les caisses non reconnues ; trop d'intérêts y sont engagés pour qu'il ne songe pas à les sauvegarder.

Le coup d'œil que nous allons jeter sur les opérations des caisses depuis l'année 1866, époque à laquelle s'arrêtent nos comptes rendus précédents, apportera une confirmation aux réflexions et aux observations contenues dans ce mémoire.

Nous n'aurons pas le rigorisme de traiter les caisses de prévoyance des ouvriers mineurs comme si c'étaient des compagnies d'assurances sur la vie ou en cas de décès, dont toutes les chances peuvent être calculées ; mais nous rappellerons sans cesse les calculs du savant inspecteur général, M. Henri Maus, qui démontrent qu'actuellement déjà, en cas de liquidation, l'actif de ces caisses ne suffirait pas à satisfaire à toutes leurs charges. Que la bienveillance des sociétés exploitantes continue à s'exercer en leur faveur, que l'État manifeste sa sollicitude pour la classe des ouvriers mineurs en portant une surveillance incessante sur les opérations et la situation des caisses ! Les classes ouvrières seront reconnaissantes des bienfaits que ces institutions leur procurent. La marche suivie dans le passé permettra d'augurer favorablement de l'avenir.

CHAPITRE III.

COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION DES CAISSES PRISES DANS
LEUR ENSEMBLE.

Notre dernier compte rendu, résumant les opérations des caisses pour une période de cinq années, s'est arrêté à la fin de l'exercice 1865. Six années, dont nous possédons les comptes, se sont écoulées depuis. Pour suivre la marche et le développement des six caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs existant dans le royaume, le présent compte rendu comprendra donc les opérations de ces caisses pendant les années 1866 à 1871, et décrira, en particulier, leur situation à la fin de ce dernier exercice. En conservant le cadre des comptes rendus précédents, nous aurons l'occasion de revenir sur quelques-unes de nos observations antérieures, que nous pourrons appuyer par des faits nouveaux.

On sait qu'outre les renseignements détaillés compris dans leurs rapports annuels, les commissions administratives des caisses publient, chaque année, conformément à un modèle qui leur a été transmis par le ministère des travaux publics en 1855, une série de renseignements faisant connaître le nombre des exploitations associées, le nombre total de leurs ouvriers, celui des journées de travail et le montant total des salaires. Nous reproduisons ci-après, en les extrayant des rapports annuels des caisses, les renseignements statistiques se rapportant à l'année 1871 :

Relevé des renseignements statistiques pour l'année 1871.

DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	NOMBRE		MONTANT total DES SALAIRES.	SALAIRE MOYEN (1)	
	d'exploit- tations.	d'ouvriers. de journées de travail.		par an.	par journée.
Caisse de Mons	26	27,078	Frans. 21,491,856	Fr. C. 793 70	Fr. C. 2 62
— de Charleroi.	53	30,419	26,239,004	861 86	3 00
— du Centre.	9	9,936	9,528,444	959 00	3 20
— de Liège	87	25,227	22,694,952	899 60	3 01
— de Namur	115	4,250	3,161,932	744 00	2 86
— du Luxembourg	8	671	424,423	632 53	2 34
TOTAUX.	298	97,581	83,539,911	856 11	2 91

(1) Le salaire moyen a été calculé en prenant pour base le nombre total des ouvriers, sans distinction de catégories ou d'âges.

Comparé aux relevés précédents, ce tableau constate les progrès accomplis dans l'industrie minière dans le cours des six dernières années : de 1865 à 1871, le nombre des ouvriers mineurs s'est élevé de 86,343 à 97,581. De 25,843,742, le nombre des journées de travail a été porté à 28,736,895; le montant total des salaires s'est élevé de fr. 68,138,296 en 1865, à fr. 83,539,711 en 1871. Le salaire moyen de l'ouvrier mineur, évalué à fr. 789 16 c. d'après les bases indiquées ci-dessus, en 1865, a été de fr. 856 11 c., pour l'année 1871.

Le tableau qui précède ne donne que les renseignements concernant les exploitations associées. Les relevés publiés par l'administration des mines accusent un nombre total de 103,427 ouvriers mineurs pour l'exercice 1871, ainsi répartis par nature de mines et par province :

**Nombre total des ouvriers mineurs en Belgique
pendant l'année 1871.**

PROVINCES.	MINES de HOUILLE.	MINES MÉTALLI- QUES.	MINIÈRES de FER.	ARDOI- SIÈRES.	TOTAL GÉNÉRAL.
Hainaut . . .	69,707	»	254	»	69 861
Liège	22,058	3,442	594	»	26,094
Namur	2,521	521	3,005	»	6,047
Luxembourg .	»	44	241	1,140	1,425
LE ROYAUME. .	94,286	4,007	4,094	1,140	103,427

Dans le cours des six années écoulées (fin de 1865 à 1871), le nombre des ouvriers attachés à l'exploitation des mines de houille s'est élevé de 82,368 à 94,286;

le nombre des ouvriers employés à l'exploitation des mines métalliques concédées et des minières de fer a légèrement fléchi; le nombre des ouvriers attachés à l'exploitation des ardoisières, dans l'arrondissement de Neufchâteau, s'est accru dans la proportion de 64 à 1,140. En comparant, pour chaque province, en 1871, le nombre total des ouvriers mineurs et celui ressortissant aux exploitations associées, on obtient le résultat suivant :

PROVINCES.	NOMBRE TOTAL		TANTIÈMES pour ‰.
	des ouvriers mineurs.	des ouvriers affiliés.	
Hainaut.	69,861	67,433	96 53
Liège	26,094	25,227	96 68
Namur	6,047	4,250	70 28
Luxembourg	1,425	671	47 08
LE ROYAUME. . .	103,427	97,581	94 35

On voit que, sur 100 ouvriers mineurs, dans le royaume, $94\frac{35}{100}$ sont affiliés aux caisses de prévoyance; ce sont les provinces de Namur et de Luxembourg, où les exploitations sont le plus disséminées et relativement les moins importantes, que la proportion est la plus faible. Le travail n'est pas constant dans les mines métalliques et dans les exploitations libres de minerai de fer. Toutefois, plus d'une espèce de danger menace les ouvriers dans ces exploitations.

Nous publions ci-après, aux *Annexes*, le tableau détaillé des recettes et des dépenses des caisses communes de prévoyance et des caisses particulières de secours ressortissant à chacune de ces associations. Dans les

pages suivantes, nous nous proposons de passer successivement en revue les principaux chiffres contenus dans ce tableau, en les comparant aux résultats observés dans les exercices précédents.

Voici d'abord le relevé, pour chaque caisse commune, des recettes et des dépenses pendant l'année 1871, avec le montant de son avoir à la fin de cet exercice :

Relevé des recettes et des dépenses des six caisses communes de prévoyance pendant l'année 1871.

DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	TOTAL GÉNÉRAL		AVOIR AU 1 ^{er} JANVIER 1872.
	des recettes.	des dépenses.	
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
Caisse de Mons	399,908 25	409,276 38	1,175,701 67
— de Charleroi	593,593 95	536,577 10	2,022,049 54
— du Centre.	167,600 95	138,160 59	495,467 79
— de Liège	587,298 97	514,123 52	1,416,317 53
— de Namur	63,802 29	70,615 96	278,691 »
— du Luxembourg . .	5,676 »	7,596 60	24,425 04
TOTAUX. . .	1,727,790 41	1,676,350 15	5,412,652 57

En comparant ces chiffres à ceux des années précédentes, on est frappé d'abord de l'élévation des recettes et surtout des dépenses depuis les six dernières années. Ainsi, le total des recettes des six caisses communes de prévoyance avait été de fr. 1,151,168 38 c. en 1865; leur montant total a été de fr. 1,727,790 41 c. en 1871; accroissement de 50 p. %. Le total des dépenses des caisses communes a été, en 1865, de fr. 974,106 04 c.;

en 1871, elles se sont élevées à fr. 1,676,350 15 c.; ce qui indique une augmentation de 72 p. %.

En jetant un coup d'œil sur les recettes comparées aux dépenses, on s'aperçoit aussitôt que, dans quatre de ces associations, les dépenses ont *excédé* les recettes en 1871; malheureusement ces déficits se sont reproduits plus d'une fois. Dans la situation où sont les caisses, lorsque leurs charges s'accroissent encore d'année en année, il est à regretter qu'au lieu de veiller à la formation d'une forte réserve, l'administration de quelques-unes de ces caisses n'ait pas maintenu plus rigoureusement l'équilibre entre les recettes de ces caisses et leurs charges qui ne cessent de s'accroître. Les intérêts des capitaux placés leur procurent déjà maintenant une source de recettes d'environ fr. 250,000 qui leur est indispensable pour parfaire le paiement des charges existantes. Si on laisse s'affaiblir cette réserve, si on ne veille pas à l'augmenter encore pendant une série d'années, plusieurs caisses seront exposées à devoir hausser le taux des retenues et, par conséquent, des cotisations.

L'État accorde aux six caisses de prévoyance des ouvriers mineurs, depuis leur origine, une subvention annuelle de fr. 45,000, d'où il faut déduire les primes accordées pour actes de dévouement lors d'accidents arrivés dans les mines. Une somme de fr. 44,235 a été répartie en 1871 ainsi qu'il suit :

Caisse de Mons	fr. 12,770
" de Charleroi	" 14,036
" du Centre.	" 4,392
" de Liège	" 10,650
" de Namur	" 2,180
" du Luxembourg	" 207
Total égal.	fr. 44,235

L'avoir des caisses communes, qui était de fr. 4,385,297 84 c. au 1^{er} janvier 1866, s'est élevé à fr. 5,412,652 57 c. au 1^{er} janvier 1872 ; c'est une augmentation proportionnelle de 23.43 p. %.

Les recettes et les dépenses des caisses particulières de secours se sont également augmentées, comme conséquence naturelle de l'augmentation du nombre total des ouvriers et de l'amélioration des salaires. En 1865, le montant des recettes des caisses particulières de secours avait été de fr. 1,219,498 04 c., dont fr. 1,091,481 74 c. provenaient des retenues opérées sur les salaires, et fr. 127,916 30 c. des cotisations des patrons. En 1871, les recettes de ces caisses ont atteint un total de fr. 1,479,199 09 c., dont fr. 1,305,777 59 c. provenaient des retenues effectuées sur les salaires et fr. 173,421 50 c. des cotisations des exploitants.

Les dépenses des caisses particulières de secours avaient été de fr. 1,104,942 41 c., en 1865. Durant l'année 1871, elles ont distribué en secours divers une somme de fr. 1,430,751 44 c.

Jusqu'ici les dépenses des caisses particulières de secours avaient excédé celles des caisses communes ; les premières n'accordent que des secours temporaires. Le nombre des pensions s'augmentant et leur durée étant souvent très-longue, il devait arriver un moment où l'inverse aurait lieu. En 1865 encore, le montant des recettes et des dépenses des caisses particulières de secours était respectivement de fr. 1,219,498 04 c. et de 1,104,942 41 c., tandis que le total des recettes et des dépenses des caisses communes était de fr. 1,151,168 38 c. et de 974,106 40 c. En 1871, le montant des dépenses des caisses communes a été de fr. 1,676,350 15 c., tandis que celles des caisses particulières de secours ne se sont élevées qu'à fr. 1,430,751 44 c.

En prenant dans leur ensemble le montant des recettes des caisses communes et des caisses particulières de secours, il est intéressant de rechercher dans quelle proportion y entrent le produit des retenues sur les salaires, les cotisations des patrons, en général les différentes branches de recettes qui les alimentent. A notre gré, c'est la pierre de touche qui sert à apprécier l'excellence des bases sur lesquelles les associations de prévoyance sont fondées. Nous reproduisons d'abord un tableau indiquant, pour chacune des deux catégories de recettes, le total des versements faits par les patrons et par les ouvriers.

Montant des versements faits respectivement, par les patrons et par les ouvriers, pendant l'année 1871, pour l'alimentation des caisses communes et des caisses particulières de secours.

DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	NOMBRE TOTAL		TOTAL DES VERSEMENTS			
	des exploita- tions.	des ouvriers.	des exploitants.		des ouvriers.	
			Fr.	C.	Fr.	C.
Caisse de Mons.	26	27,078	229,877	56	493,833	94
— de Charleroi. . .	53	30,419	213,106	66	618,449	50
— du Centre.	9	9,936	112,795	84	112,795	84
— de Liège.	87	25,227	296,006	24	741,079	08
— de Namur.	115	4,250	29,066	49	47,050	49
— du Luxembourg.	8	671	5,457	30	5,457	32
TOTAUX. . .	298	97,581	886,310	09	2,018,666	17

On voit, par ces chiffres, que la plus forte part des recettes provient des retenues effectuées sur les salaires des ouvriers ; ce sont les intéressés eux-mêmes qui contribuent pour la majeure partie dans l'alimentation des caisses réunies. Le relevé suivant montre

dans quelle proportion les différentes branches de recettes entrent pour former le total :

		TANTIÈMES P. %.
Cotisations des ouvriers	fr. 2,018,666 17	62 95
— des exploitants	886,310 09	27 63
Recettes diverses	257,778 24	8 04
Subventions de l'État	44,235 »	1 38
Totaux.	3,206,989 50	100 »

Dans ce total général des recettes des caisses réunies, les cotisations des ouvriers s'élèvent donc à près de 63 %; celles des patrons dépassent le quart (près de 28 %); d'année en année, par suite de l'accumulation des versements à la réserve et de l'accroissement du produit des intérêts, le montant proportionnel des recettes diverses s'accroît. Les subventions accordées par l'État s'élèvent à peine à 1 $\frac{38}{100}$ du total.

Le relevé qui suit indique, pour chacune des six caisses communes de prévoyance, quel a été, depuis l'origine jusqu'à la fin de l'année 1871, le montant de leurs recettes et de leurs dépenses :

Relevé des opérations des caisses depuis leur origine jusqu'au 1^{er} Janvier 1872.

DÉSIGNATION. des ASSOCIATIONS.	TOTAL GÉNÉRAL		AVOIR AU 1 ^{er} JANVIER 1872.	
	des recettes.	des dépenses		
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	
Caisse de Mons.	7,947,696 22	6,772,680 92	1,175,701 67	
— de Charleroi	8,119,864 23	6,097,814 69	2,022,049 54	
— du Centre.	2,437,236 01	1,941,768 22	495,467 79	
— de Liège	5,185,290 13	3,768,972 60	1,419,317 60	
— de Namur.	1,127,309 »	848,618 »	278,691 »	
— du Luxembourg . .	87,222 76	64,090 28	24,425 04	
TOTAUX. . .	24,904,618 35	19,493,944 71	5,412,652 57	

Il nous est impossible de faire le même calcul pour les caisses particulières de secours : le résultat indiqué ci-dessus serait plus que doublé.

CHAPITRE IV.

EXAMEN DES OPÉRATIONS ET DE LA SITUATION DE CHACUNE DES CAISSES PRISES SÉPARÉMENT.

§ 1^{er}. — Caisse de Mons.

La caisse de prévoyance du bassin du Couchant de Mons, un des plus riches et des plus importants du royaume, ne contient que 26 sociétés exploitantes, mais toutes considérables par la richesse de leurs mines et par le grand nombre d'ouvriers qu'elles emploient.

Chaque année, les rapports si détaillés et si complets de l'association publient des renseignements statistiques sur le nombre total des ouvriers, des journées de travail, le montant des salaires, etc. Nous leur empruntons les renseignements concernant les opérations des années 1866 à 1871.

ANNÉES.	NOMBRE		MONTANT des SALAIRES.	SALAIRE MOYEN	
	d'ouvriers.	de journées.		par an.	par journée.
			Francs.	Fr. C.	Fr. C.
1866	26,905	8,556,158	23,559,861	874 50	2 75
1867	27,503	8,778,757	25,048,888	910 76	2 85
1868	27,219	7,849,308	19,949,403	732 92	2 54
1869	26,877	8,199,518	21,023,561	782 21	2 56
1870	27,452	8,517,910	22,807,421	830 81	2 68
1871	27,078	8,196,004	21,491,856	793 70	2 62

Ce relevé atteste un état de prospérité et d'activité continu. Les recettes de la caisse commune et des caisses particulières de secours se sont maintenues, avec une augmentation sur les recettes des années antérieures. Mais les dépenses de la caisse commune ont surtout considérablement augmenté. Le tableau suivant fait connaître le mouvement des recettes et des dépenses de ces caisses, pendant les six dernières années :

ANNÉES.	CAISSE COMMUNE.		CAISSES PARTICULIÈRES.	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1866	399,524 28	325,223 01	381,610 85	311,618 51
1867	443,283 82	328,266 30	401,047 »	320,782 79
1868	375,206 73	339,284 79	355,201 42	322,748 98
1869	391,861 85	364,831 40	346,367 49	316,777 49
1870	417,809 65	390,695 43	380,342 87	358,674 71
1871	399,908 25	409,276 38	401,333 66	348,448 20

On remarquera que, pendant la dernière des six années, les dépenses de la caisse montoise ont excédé les recettes. Dans le cours des six années, il y a eu deux accidents très-graves : le 7 août 1868, un coup de feu au puits *S^{te}-Henriette* du charbonnage des *Produits*, à Jemmapes, qui a fait 55 victimes; et, le 28 septembre 1871, un coup de feu au charbonnage de *Hornu et Wasmes* (puits n° 3), qui a fait 35 victimes. C'est dans les années qui suivront que l'on ressentira surtout les conséquences de ce dernier accident.

Le tarif des pensions et secours est toujours celui qui a été mis en application le 1^{er} janvier 1865.

Voici le tableau des personnes secourues et du montant des secours distribués par la caisse commune, durant les six dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE DES PERSONNES SECOURUES.	MONTANT DES PENSIONS ET SECOURS.	
		Fr.	C.
1866	2,507	310,774	54
1867.	2,556	319,854	85
1868.	2,721	330,244	94
1869.	2,803	349,591	71
1870.	2,997	369,448	37
1871.	3,222	391,944	63

On voit la progression rapide du nombre des personnes secourues, et surtout celle du montant des pensions et secours.

Durant l'année 1871, les secours ont été répartis ainsi qu'il suit :

PERSONNES SECOURUES.	NOMBRE DES PERSONNES SECOURUES.	MONTANT DES PENSIONS ET SECOURS.
<i>Pensions viagères.</i>		
Ouvriers mutilés et incapables de tra- vailler	933	Fr. 165,313 C. 12
Veuves d'ouvriers qui ont péri par acci- dent.	849	155,323 29
Vieux parents	86	12,047 56
Ouvriers âgés de plus de 70 ans	120	11,959 14
<i>Pensions temporaires.</i>		
Orphelins de père et de mère, enfants de veuves et d'ouvriers infirmes, et jeunes sœurs d'ouvriers	1,234	47,301 52
TOTAUX.	3,222	391,944 63

Les charges de la caisse commune sont lourdes ; dans l'espace des six années écoulées, elles se sont accrues d'environ 100,000 francs. Le nombre des vieux ouvriers, bien qu'on ne les admette à la pension qu'à partir de l'âge de 70 ans, s'accroît d'année en année, ainsi que le montant total des pensions qui leur sont accordées. En 1861, le nombre des vieillards secourus par la caisse commune n'était que de 54, et une somme de fr. 5,343 80 c. avait été répartie entre eux.

Le tableau suivant résume le nombre des vieux ouvriers secourus par la caisse et le montant des secours qui leur ont été accordés pendant les six dernières années.

ANNÉES.	NOMBRE DES VIEILLARDS SECOURUS.	MONTANT des SECOURS.	
		Fr.	C.
1866.	84	8,776	70
1867.	98	9,920	51
1868.	107	10,476	13
1869.	105	10,247	65
1870.	116	10,960	68
1871.	120	11,959	14

Chaque année, dès son origine, la caisse commune portait à son budget une somme dont le montant était fixé par l'assemblée générale, pour la propagation de l'instruction parmi les enfants des ouvriers des établissements associés. En 1861, le montant des allocations votées à cet effet avait été de fr. 17,500 ; cette somme a décru depuis ; elle était encore, en 1865, de fr. 10,673 ; elle n'a plus été, en 1866, que de fr. 5,336. Elle a servi, pendant cette dernière année, à faire admettre gratuitement 7,107 enfants des deux sexes dans

les écoles subventionnées. La dépense, par enfant, était de 75 centimes par an, ou *six centimes* par mois. Indépendamment des élèves reçus gratuitement, 1,558 étaient admis à ces écoles moyennant une légère rétribution. Nonobstant le peu d'élévation de ces charges et le bienfait dont l'instruction était la source pour un si grand nombre d'enfants, on a cédé devant les récriminations, les accusations d'abus, dont un certain nombre de journaux s'étaient faits les organes (Voir ci-dessus, page 21), et la subvention annuelle a été supprimée à partir de 1867.

Heureusement que, sans céder à ces cris, continuant leur œuvre de bienfaisance et de patronage, les sociétés charbonnières portent, chaque année, sur leur propre budget, une somme pour cette utile dépense.

Voici les sommes votées à cet effet, par ces sociétés, durant les six dernières années :

En 1866	.	.	.	fr	11,342	39
" 1867	.	.	.	"	12,101	02
" 1868	.	.	.	"	12,774	25
" 1869	.	.	.	"	14,404	92
" 1870	.	.	.	"	17,529	43
" 1871	.	.	.	"	22,188	43

Comme sociétés reconnues, on se rappelle que par décision du Ministre de la justice (M. de Lantsheere), du 10 avril 1872, les caisses de prévoyance ne sont plus admises à insérer dans leurs statuts une disposition qui leur permette de voter une somme « consacrée à améliorer la condition morale de l'ouvrier et à propager l'instruction parmi ses enfants (1). »

A la suite de la décision prise, en assemblée générale, de supprimer dorénavant toute subvention directe

(1) Voir la correspondance tenue à ce sujet et la décision du Ministre, chap. II, pp. 16 et suivantes.

en faveur de l'instruction primaire, M. Ch. Saintelette proposa qu'il fût ouvert « un crédit de 1,000 francs » pour la création de primes à décerner par la commission administrative, sur le rapport de l'inspecteur provincial de l'enseignement primaire, aux instituteurs et institutrices laïques qui, dans le cours de l'année-scolaire 1866-1867, auront rendu le plus de services à l'éducation et à l'instruction des enfants des ouvriers houilleurs borains. »

Cette proposition fut adoptée et, l'année suivante, la somme de 1,000 francs fut partagée entre cinq instituteurs qui tous, uniformément, reçurent une somme de 200 francs.

Dans l'assemblée générale du 24 juin 1867, une autre proposition fut faite, qui reçut aussitôt le meilleur accueil. Elle venait de M. Jochams, ingénieur en chef directeur des mines du Hainaut, et avait pour objet la création, au Borinage, d'une école de porions et de machinistes. L'assemblée vota à cet effet, pour l'année 1867, un crédit de six mille francs; ce qui ne devait pas dispenser, comme le fit remarquer le président, les exploitations associées de contribuer aux dépenses que nécessiterait l'établissement de cette école.

A une assemblée générale subséquente, on décida, sur le rapport d'une commission spéciale, l'organisation de deux écoles de porions et de machinistes à Pâturages et à St-Ghislain. On admit dans le partage des subventions une école industrielle devant s'ouvrir prochainement à Dour, et à laquelle seraient annexés des cours semblables à ceux de Pâturages et de St-Ghislain.

Dans l'assemblée générale du 12 juillet 1869, on décida : 1° que le subside de 6,000 fr. pour les écoles industrielles serait continué; 2° qu'une subvention

extraordinaire de 2,000 fr. serait accordée à chacune des deux premières écoles désignées ci-dessus, pour achat de livres et de mobilier. On maintint la suppression de tout subside pour les écoles gardiennes; et quant à l'allocation de mille francs destinée à la délivrance de primes aux instituteurs laïques qui ont rendu le plus de services à l'instruction et à l'éducation des enfants des ouvriers borains, attendu qu'elle n'a pas produit les résultats qu'on en attendait, l'assemblée décida que cette allocation ne serait plus renouvelée.

Le subside pour les écoles des porions, en faveur desquelles l'allocation avait été portée jusqu'à fr. 10,000 en 1869, fut renouvelé au taux de fr. 6,000 pour 1870, et a probablement été continué depuis. Dès qu'elle sera constituée comme société reconnue, il est évident que l'association ne pourra plus voter cette dépense. Mais, en outre, ne peut-on pas se demander au profit de qui elle se faisait? En ont profité sans doute un petit nombre d'ouvriers d'élite. Nous ne contesterons pas l'utilité de ces écoles; mais si elles ont pour but de former d'excellents conducteurs de travaux et d'habiles mécaniciens, cette dépense doit profiter au premier chef à l'industrie, et c'eût été à l'industrie, et non à la caisse de prévoyance, de supporter cette dépense.

Les caisses particulières de secours ont continué à répandre leurs bienfaits parmi la classe ouvrière. Le relevé sommaire de leurs recettes et de leurs dépenses, que nous avons inséré ci-dessus, montre qu'en 1871 les premières avaient atteint une somme de fr. 401,333 66 c. Sur cette somme, fr. 332,645 02 c. provenaient des retenues opérées sur les salaires, et fr. 68,688 64 c. des sommes versées par 11 sociétés exploitantes. Voici comment se sont divisées les dépenses de ces caisses pendant la même année :

Montant des secours en argent . . .	fr. 217,480 50
" " en médicaments " . . .	24,718 07
" " en charbons, ob- jets divers . . .	23,993 39
Honoraires des médecins	82,256 24
Total.	fr. 348,448 20

Outre ces sommes, on doit mentionner diverses allocations fournies par des sociétés sur leurs budgets, savoir :

Subventions pour l'instruction des en- fants d'ouvriers.	fr. 16,788 43
Subventions accordées aux petites sœurs des pauvres, à Jemappes. . .	5,400 "
Secours aux familles des miliciens rappelés sous les drapeaux	83 50
Ensemble.	fr. 22,271 93

Les secours se sont répartis, durant cet exercice, sur 11,775 personnes. La majeure partie des sommes recueillies provenant des retenues sur les salaires, on y voit une véritable application des principes de la mutualité.

Dans son rapport sur les opérations de la caisse pendant l'exercice 1870, la commission administrative, après avoir annoncé qu'elle a demandé, pour la révision des statuts d'après les principes de la loi du 28 mars 1868, un délai d'un an qui lui a été accordé, expose les bases sur lesquelles elle se propose d'opérer cette révision. « Dans la préparation du nouveau con-
» trat, » dit-elle, « votre commission s'est efforcée
» d'atteindre ce triple but : simplifier les règles statu-
» taires, en laissant à des règlements d'administration
» le soin de pourvoir aux détails, introduire les modi-
» fications dont l'expérience a révélé la nécessité, faire

» aux ouvriers une part plus grande dans la gestion
» de l'institution. »

Le même rapport contient le projet de nouveaux statuts préparé par la commission.

Ce projet fut examiné, le 10 juillet 1871, dans une assemblée générale extraordinaire des sociétés affiliées à la caisse de prévoyance. Voici en quels termes le rapport sur les opérations de la caisse en 1871 rend compte des résultats de cette délibération. « Vous vous
» le rappelez, Messieurs, il ne vous a pas été possible
» de vous mettre d'accord sur la rédaction du nouveau
» contrat. Les uns ont désiré n'introduire dans les anciens statuts que les quelques modifications rigoureusement exigées par la loi du 28 mars 1868.
» D'autres ont pensé que le moment était venu, après
» trente ans, de reviser des dispositions inspirées par
» des idées générales qui, depuis longtemps, *ont perdu presque toute valeur* et de régir une *situation trans-*
» *formée par des règles mieux appropriées aux faits.* Vous
» n'avez pu vous convaincre les uns les autres, et l'assemblée générale s'est partagée. »

Le projet de la commission confiait l'administration de la caisse commune à une commission de douze membres, composée de six exploitants et de six contre-maîtres ou ouvriers, pris dans le sein de l'assemblée générale et élus par celle-ci. — Il devait y avoir, à l'assemblée générale, pour chacune des mines affiliées, un représentant de l'exploitant et un représentant des ouvriers. — Celui-ci devait être désigné par les ouvriers âgés de 25 ans au moins et par les contre-maîtres, et choisi parmi ceux d'entre eux qui, étant mariés et sachant lire et écrire, ont été attachés pendant cinq ans de suite à la même exploitation.

Sans entrer dans les détails, l'assemblée ne discuta que sur l'adoption du principe préconisé par la com-

mission : 16 sociétés seulement s'étaient fait représenter ; 8, possédant aux termes des statuts 39 voix, furent favorables à la proposition ; 8, possédant 36 voix, y furent contraires.

L'assemblée générale se réunit encore le 11 décembre 1871, mais ce fut uniquement pour demander un nouveau délai d'un an, qui lui fut accordé, ainsi qu'un troisième délai obtenu, un an après, par arrêté royal du 16 janvier 1873. En attendant, les statuts qui ont permis, pendant plus de trente années, à la caisse commune d'atteindre à un grand degré de prospérité, continuent à la régir. En dernier lieu, la commission administrative a déclaré vouloir attendre, pour l'achèvement de son œuvre, la publication des arrêtés royaux réglementaires prescrite par la loi du 28 mars 1868. La publication de ces arrêtés ne peut tarder.

§ 2. — Caisse de Charleroi.

La prospérité de l'arrondissement de Charleroi n'a cessé de s'accroître, depuis plusieurs années, par le développement qu'y a pris l'exploitation du combustible minéral, activée surtout par le grand nombre d'établissements métallurgiques et d'ateliers de construction qu'il renferme.

Les rapports annuels de la caisse de prévoyance, rédigés avec beaucoup de soin et de clarté, nous font connaître qu'en 1871 l'association comptait 53 exploitations affiliées (51 mines de houille et 2 usines minéralurgiques et ateliers accessoires). Voici le sommaire des renseignements statistiques qu'ils nous fournissent sur le nombre total des ouvriers et des journées de travail et sur le montant des salaires, dans les établissements affiliés, durant les six dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE		MONTANT des SALAIRES.	SALAIRE MOYEN	
	d'ouvriers.	de journées.		par an.	par journée.
			Francs.	Fr. C.	Fr. C.
1866	27,964	8,206,473	25,677,751	916 77	3 13
1867	30,680	8,854,376	25,758,106	905 99	3 13 1/2
1868	29,472	8,566,917	24,359,972	827 46	2 84
1869	29,371	8,681,412	25,282,167	862 01	2 91
1870	30,120	8,813,464	27,361,810	909 62	3 10 1/2
1871	30,419	8,737,536	26,339,004	861 86	3 »

Le relevé des recettes et des dépenses de la caisse commune et des caisses de secours qui y ressortissent montre quelle a été, pendant les six dernières années, l'importance des opérations de cette caisse.

ANNÉES.	CAISSE COMMUNE.		CAISSES PARTICULIÈRES.	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1866	485,555 49	353,111 43	435,579 31	378,761 69
1867	522,880 48	393,853 29	479,623 55	408,652 53
1868	473,903 74	478,543 91	423,760 55	410,543 12
1869	486,707 96	496,701 56	428,756 04	423,455 02
1870	521,123 40	504,167 80	447,224 74	444,638 27
1871	503,503 95	536,577 10	437,971 17	436,635 54

Il est affligeant de voir que, pendant trois des années ci-dessus, pendant les exercices 1868, 1869 et 1871, en pleine activité, les dépenses de la caisse commune aient excédé les recettes. C'est un point qui doit attirer toute l'attention des administrateurs.

Prenant en considération la cherté des denrées alimentaires, la réduction du travail, la diminution du salaire des ouvriers, et vu la situation favorable de la caisse, la commission administrative avait cru pouvoir, par un règlement du 25 mars 1868, augmenter temporairement le taux des pensions qu'elle accordait, de 10 p. %, et celui des secours de 20 p. %. Il en était résulté une augmentation de charges, qui a occasionné le déficit de cette année de fr. 4,640 17 c. Cette mesure fut retirée, dès l'année suivante, pour les pensions antérieures au 25 mars 1868, et le tarif ancien maintenu pour les pensions et secours à délivrer à l'avenir. Ce tarif est celui du 4 juin 1864.

Un terrible accident (un coup d'eau), à la mine du *Gouffre*, le 19 octobre 1869, a fait 28 victimes. Ce surcroît de charges ne s'est fait sentir qu'à partir de 1870 et continuera pendant les années suivantes.

Le tableau ci-après indique le nombre des personnes secourues et du montant des pensions et secours payés par la caisse commune, durant les six dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE DES PERSONNES SECOURUES.	MONTANT DES PENSIONS ET SECOURS.	
		Fr.	C.
1866.	2,478	340,816	23
1867.	2,733	377,998	02
1868.	2,971	459,182	56
1869.	3,287	478,328	94
1870.	3,539	481,626	33
1871.	3,715	515,080	90

On remarque un accroissement constant du nombre

des personnes secourues et une aggravation notable des charges pesant sur la caisse.

Les pensions et secours se sont répartis de la manière suivante pendant l'année 1871 :

PERSONNES SECOURUES.	NOMBRE DES PERSONNES SECOURUES.	MONTANT DES PENSIONS ET SECOURS.
<i>Pensions viagères.</i>		Fr. C.
Ouvriers mutilés et incapables de travailler	218	51,046 86
Veuves d'ouvriers qui ont péri par accident.	389	102,643 15
Parents d'ouvriers qui ont péri par accident.	65	10,600 36
Ouvriers vieux et infirmes	650	117,044 42
Veuves d'ouvriers mutilés et incapables de travailler	18	2,175 81
Veuves d'ouvriers vieux et infirmes	149	16,932 75
<i>Pensions temporaires.</i>		
Enfants de veuves	698	37,401 76
Orphelins de père et de mère	32	2,882 30
Frères et sœurs	5	420 »
Enfants d'ouvriers mutilés et incapables de travailler	189	10,703 14
Enfants d'ouvriers vieux et infirmes	100	4,872 24
<i>Secours extraordinaires.</i>		
Ouvriers grièvement blessés	429	73,867 15
Parents d'ouvriers qui ont péri par accident.	186	13,488 »
Ouvriers vieux ou infirmes.	316	37,457 16
Veuves d'ouvriers non tués	271	33,545 80
TOTAUX.	3,715	515,080 90

La comparaison que l'on peut faire des chiffres de ce tableau avec le tableau analogue de la caisse de Mons (V. p. 43) donne lieu à plus d'une réflexion. Pendant la même année 1871, la caisse de Mons secourait 3,222 personnes, celle de Charleroi 3,715. Mais la répartition des secours se faisait d'une manière bien différente. Dans la caisse de Mons, l'on comptait 933 ouvriers mutilés et 849 veuves d'ouvriers qui ont péri par accident; tandis que, dans la caisse de Charleroi, on ne comptait que 218 ouvriers de la première catégorie et 389 veuves. A Mons, on ne comptait que 86 parents (pères, mères, etc.) d'ouvriers qui avaient péri par accident, et 120 ouvriers vieux et infirmes, ayant atteint l'âge de 70 ans; à Charleroi on mentionnait dans la catégorie des pensionnés: 65 parents d'ouvriers qui ont péri par accident, 650 ouvriers vieux et infirmes, 18 veuves d'ouvriers mutilés, et 149 veuves d'ouvriers vieux et infirmes.

Comme secours temporaires, la caisse de Mons est venue en aide à 1,234 orphelins de père et de mère, enfants de veuves ou d'ouvriers infirmes, jeunes sœurs d'ouvriers; la caisse de Charleroi a secouru 1,024 personnes de cette catégorie.

Tandis qu'à la caisse de Mons on a supprimé toute mention de *secours extraordinaires*, on compte à Charleroi 1,202 personnes rangées sous cette rubrique, recevant une somme totale de fr. 158,358 11 c. Il nous paraît qu'il y a là évidemment abus; et dans l'énumération, on retrouve des catégories de personnes qui ont déjà figuré plus haut sous la rubrique de *pensions viagères*, comme: les parents d'ouvriers qui ont péri par accident, les ouvriers vieux ou infirmes, les veuves d'ouvriers, etc. Il n'est pas étonnant qu'avec des dépenses comme celles-là, la caisse de Charleroi en soit venue à éprouver des déficits dans ses comptes pen-

dant trois années sur les six de la période que nous examinons.

De même, tandis qu'à Mons l'âge d'admission des ouvriers à la pension est de 70 ans, à Charleroi on les y admet dès l'âge de 60 ans, à la condition qu'ils aient contribué au moins pendant quinze ans à la caisse commune. Dans cette dernière association, on a fait deux catégories de ces vieux ouvriers : les uns sont pensionnés ; les autres ne reçoivent que des secours dits *extraordinaires*. Voici le relevé des distributions faites pendant les six dernières années, par la caisse commune, à ces deux catégories de vieillards :

ANNÉES.	PENSIONS VIAGÈRES.		SECOURS EXTRAORDINAIRES.	
	NOMBRE DES PENSIONS.	MONTANT.	NOMBRE DES SECOURS.	MONTANT.
		Fr. C.		Fr. C.
1866	309	54,459 62	135	16,792 70
1867	353	62,318 28	165	20,008 10
1868	416	80,355 64	232	30,977 71
1869	491	92,459 85	280	34,823 "
1870	577	102,736 67	287	34,234 63
1870	650	117,044 42	316	37,457 16

On remarque la progression rapide du nombre de vieux mineurs à secourir : en l'espace de six années, le nombre des vieillards pensionnés ou admis aux secours a plus que doublé ; de fr. 71,252 32 c. en 1866, le montant total des pensions et secours s'est élevé en 1871 à fr. 154,501 58 c., c'est-à-dire qu'il a aussi plus que doublé. Tous ces chiffres démontrent la nécessité, en présence de la situation de la caisse, d'apporter de l'économie dans toutes les branches de dépenses, en se restreignant surtout, dans l'esprit des statuts, pour

ce qui regarde les secours en dehors des cas d'accidents.

Pendant les six dernières années, de 1866 à 1871, indépendamment des sommes données par les sociétés exploitantes, la caisse commune de Charleroi a consacré les sommes suivantes à l'instruction et à l'éducation des enfants d'ouvriers :

En 1866	. . .	fr.	4,225 36
1867	. . .	"	6,786 15
1868	. . .	"	8,817 "
1869	. . .	"	6,752 70
1870	. . .	"	11,504 89
1871	. . .	"	8,660 20

On sait que ces sommes n'étaient accordées, en général, qu'aux écoles gardiennes pour l'admission d'enfants au-dessous de l'âge de sept ans, et sous la condition du versement d'une somme égale des sociétés employant les parents de ces enfants. Aujourd'hui que la caisse de Charleroi est reconnue par application de la loi du 28 mars 1868, cette allocation a pris fin.

Les distributions des caisses particulières de secours, dont nous avons donné ci-dessus (p. 103) le relevé, en même temps que le sommaire de leurs recettes, ont compris en 1871, les objets suivants :

Montant des secours en argent	. .	fr.	250,191 73
"	"	médicaments.	" 49,577 13
"	"	charbon . .	" 9,684 25
"	"	vivres, etc.	" 11,881 19
"	"	habillements,	
etc.		"	2,415 70
Honoraires des médecins.	. . .	"	112,885 54
Total.			fr. 436,635 54

Le montant des recettes de ces caisses, s'élevant en

total à fr. 437,971 17 c., se composait des sommes suivantes : dons des patrons, fr. 16,314 16 c. ; montant des retenues sur les salaires, fr. 421,657 01 c. Total égal, fr. 437,971 17 c.

Ces secours ont été répartis entre 12,374 personnes.

Comme nous l'avons vu ci-dessus, la caisse du bassin de Charleroi a été reconnue par arrêté royal du 4 octobre 1872.

§ 3. — *Caisse du Centre.*

La caisse de prévoyance du Centre ne compte que neuf exploitations associées, toutes riches et puissantes; quelques autres concessions, récemment octroyées, ont demandé à faire partie de l'association; mais jusqu'ici l'on n'a pu s'entendre sur les conditions d'admission.

Ainsi que nous l'avons vu ci-dessus (chap. II, p. 24) la caisse du Centre, tout en revisant ses statuts dans le sens de la loi du 28 mars 1868, n'a pas consenti à souscrire à la permanence de l'institution, première condition à observer pour une association qui aspire à être reconnue et à jouir des privilèges que la loi lui assure.

La régularité des couches de ce bassin, la facilité qui en résulte pour l'extraction du minerai, sont cause que peu d'accidents graves y arrivent; l'ouvrier, dans ce district, est aussi moins nomade que dans les bassins de Mons et de Charleroi.

Voici, pour les six années que comprend notre compte rendu, le relevé des renseignements statistiques que contiennent les rapports annuels de la commission administrative de cette caisse :

ANNÉES.	NOMBRE		MONTANT des SALAIRES.	SALAIRE MOYEN (1)	
	d'ouvriers.	de journées.		par an.	par journée.
			Francs.	Fr. C.	Fr. C.
1866	8,189	2,456,700	7,242,118	884 37	2 95
1867	8,727	2,618,100	7,979,924	914 39	3 05
1868	9,007	2,702,100	7,964,544	884 26	2 95
1869	9,260	2,778,000	8,638,921	932 93	3 11
1870	9,389	2,816,700	9,042,469	963 09	3 21
1871	9,936	2,980,800	9,528,444	958 98	3 20

Les recettes et les dépenses de la caisse commune et des caisses particulières de secours ont continué à s'accroître dans le cours des six dernières années. En voici le tableau sommaire :

ANNÉES.	CAISSE COMMUNE.		CAISSES PARTICULIÈRES.	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1866	127,312 90	116,534 65	63,028 65	67,686 24
1867	139,458 96	120,305 21	69,062 22	62,989 28
1868	140,075 19	117,999 70	69,140 61	62,527 49
1869	151,490 58	121,232 69	75,259 58	67,809 51
1870	159,265 91	128,533 20	81,573 46	81,896 99
1871	167,600 95	138,160 59	82,665 02	89,899 13

Le nombre des personnes secourues et le montant

(1) Le salaire moyen a été calculé à raison de 300 journées de travail, par année, des ouvriers de toute catégorie (le nombre des enfants y entrant pour $\frac{2}{5}$).

des sommes distribuées s'accroissent aussi d'année en année. Le tableau ci-après en donne le relevé :

ANNÉES.	NOMBRE	MONTANT
	DES PERSONNES SECOURUES.	DES PENSIONS ET SECOURS.
		Fr. C.
1866.	819	115,629 50
1867.	832	119,273 »
1868.	837	115,297 50
1869.	860	119,839 »
1870.	930	127,203 50
1871.	995	136,208 50

Les pensions et secours se sont répartis de la manière suivante pendant l'exercice 1871 :

PERSONNES SECOURUES.	NOMBRE	MONTANT
	DES PERSONNES SECOURUES.	DES PENSIONS ET SECOURS.
		Fr. C.
<i>Pensions viagères.</i>		
Ouvriers mutilés et incapables de tra- vailler	243	44,913 »
Veuves d'ouvriers qui ont péri par acci- dent.	156	26,974 50
Vieux parents d'ouvriers qui ont péri par accident	143	13,880 »
Vieux ouvriers infirmes.	257	33,436 »
Veuves de vieux ouvriers	179	12,372 »
<i>Pensions temporaires.</i>		
Orphelins	17	925 »
<i>Secours extraordinaires.</i>		
Gratifications à neuf veuves remariées.	»	3,708 »
TOTAUX. . .	995	136,208 50

Ainsi qu'on peut le remarquer, la caisse ne délivre pas de secours « à des ouvriers grièvement blessés ; » elle en laisse le soin aux caisses particulières de secours. Elle accorde des pensions à de vieux ouvriers infirmes. En voici le relevé pour les six dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE DES VIEILLARDS SECOURUS.	MONTANT des SECOURS.	
		Fr.	C.
1866.	214	28,184	»
1867.	201	26,966	»
1868.	211	27,990	»
1869.	217	29,112	»
1870.	236	30,912	»
1871.	257	33,436	»

Il est à remarquer qu'outre les pensions à de vieux ouvriers infirmes, la caisse accorde aussi des pensions ainsi qualifiées : « à des veuves de vieux ouvriers. »

D'après les statuts de cette caisse, les exploitants associés versent dans les caisses particulières de secours une somme égale au montant des retenues prélevées sur les salaires de leurs ouvriers. Nous avons indiqué ci-dessus le montant des recettes et des dépenses de ces caisses pendant les six dernières années. Le montant des dépenses qui n'ont consisté qu'en secours en argent, a été en total, en 1871, de fr. 89,899 13 c. Il y a eu déficit pour plusieurs exploitations ; mais ces déficits sont couverts ou avec les excédants des précédentes années, ou par les libéralités des patrons.

Par suite d'une erreur, l'avoir général de la caisse

commune avait été imparfaitement indiqué à la date de la clôture des exercices 1867 et 1868 ; les chiffres exacts étaient respectivement de fr. 382.961 24 c. et de fr. 405,036 83 c., au lieu de 372,269 58 c. et de fr. 394,345 07 c., qui y étaient portés. L'erreur a été rectifiée à partir du relevé du 31 décembre 1869.

À la différence des autres caisses, celle du Centre n'indique pas le genre de placement des fonds appartenant à la caisse commune. A l'*État financier*, la commission administrative indique le *doit et avoir* des sociétés affiliées, et porte en regard du doit l'avoir de la caisse de prévoyance à la clôture de l'exercice, soit fr. 495,467 79 c., au 1^{er} janvier 1872. Nous estimons aussi qu'il serait préférable de supprimer à l'avenir, dans ses comptes, la distinction entre une réserve inamovible qui n'est que fictive et les sommes disponibles. En réalité, l'avoir de l'association ne constitue qu'un *fonds de pensions*, dont la destination est de fournir, au moyen de l'intérêt des capitaux placés, un contingent qui lui sera nécessaire bientôt pour parfaire le paiement des pensions, dont les charges augmentent d'année en année.

Dans l'intérêt des dix mille ouvriers qui participent aux bienfaits de la caisse, dans celui de leurs familles, nous pouvons dire pour des motifs d'intérêt général, nous espérons que l'association du Centre, pénétrée de la nécessité de rendre l'institution de la caisse permanente, reconnaîtra la sagesse des mesures réglementaires qui assurent aux caisses reconnues une existence civile et des privilèges légaux. Elle n'a pas à redouter la publicité de ses comptes, les investigations du gouvernement. Le seul effet de la loi de 1868 est la consolidation pour l'avenir du régime sous lequel les caisses ont été florissantes depuis plus de trente ans, avec une sécurité de plus pour l'avenir.

§ 4. — *Caisse de Liège.*

L'exploitation des mines, comme l'industrie métallurgique, a continué de prospérer dans la province de Liège : le travail assuré par continuité, l'élévation des salaires ont contribué à l'amélioration du bien-être de la classe ouvrière et assuré un grand développement aux recettes de la caisse commune de prévoyance.

Les comptes rendus de la commission administrative, dont le cadre vient d'être récemment agrandi et qui sont rédigés avec beaucoup de soin, nous font connaître que, pendant l'exercice 1871, 87 exploitations de mines faisaient partie de l'association, savoir : 65 mines de houille, 22 mines métalliques concédées.

Le dernier rapport fournit les renseignements statistiques suivants concernant les six dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE		MONTANT des SALAIRES.	SALAIRE MOYEN	
	d'ouvriers.	de journées.		par an.	par journée.
			Francs.	Fr. C.	Fr. C.
1866	23,075	6,842,899	18,145,070	739 »	2 48
1867	25,195	7,439,877	20,163,046	765 33	2 55
1868	23,292	6,947,299	17,976,539	731 70	2 45
1869	23,339	6,943,956	18,569,376	748 33	2 49
1870	23,997	7,167,308	20,725,909	863 68	2 89
1871	25,227	7,535,714	22,694,052	899 60	3 01

Le relevé ci-après indique le mouvement des recettes et des dépenses de la caisse commune et des caisses particulières de secours pendant chacune des années de la période que nous examinons :

ANNÉES.	CAISSE COMMUNE.		CAISSES PARTICULIÈRES.	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1866	228,384 74	181,050 83	454,323 78	471,645 99
1867	302,982 28	225,956 53	487,933 47	448,228 91
1868	329,867 76	233,965 53	448,819 26	434,829 27
1869	333,292 32	262,045 41	485,385 93	446,655 81
1870	308,416 37	262,919 25	534,443 69	444,339 92
1871	587,298 97	514,123 52	521,870 85	524,679 14

La commission explique l'énorme augmentation des recettes et des dépenses portées à l'exercice 1871. « Précédemment, » dit-elle (p. 4 du rapport), « les opérations annuelles comprenaient le quatrième trimestre de l'exercice antérieur et les trois premiers de l'exercice courant. Il nous a paru plus rationnel de comprendre le quatrième trimestre de l'exercice 1871, dans nos recettes comme dans nos dépenses. Par cette mesure, nos comptes présenteront à l'avenir le résultat de l'année écoulée, du 1^{er} janvier au 31 décembre.

« D'un autre côté, la reprise des affaires dans l'industrie charbonnière a influencé également les résultats de nos opérations, par suite de l'élévation du prix des salaires pendant l'exercice 1871.

« Enfin, nous avons apuré nos comptes avec diverses exploitations qui étaient en retard depuis longtemps de nous produire les relevés de leurs opérations, tant en recettes qu'en dépenses. »

En remontant à l'année 1866, une épidémie cholérique ayant fait de grands ravages cette année parmi

la population ouvrière, la commission administrative, usant de la faculté que lui donnait l'art. 16 des statuts, accorda des secours extraordinaires aux familles des ouvriers mineurs victimes de cette épidémie. Cette mesure occasionna à la caisse commune une augmentation de charges d'environ 30,000 francs que l'exercice 1867 eut à supporter. On se félicita alors que l'assemblée générale, dans sa séance du 25 juillet 1865, eût augmenté d'un demi pour cent le taux de la cotisation des exploitations associées, qui depuis l'origine était resté fixé à 1 % du montant des salaires.

Le 6 février 1867, un éboulement dans le puits *Bon-Buveur*, au charbonnage des *Kessales*, à Jemeppe, a fait vingt victimes.

En 1869, la commission administrative augmenta, dans une certaine proportion, les pensions des enfants, celles des ouvriers mutilés de la 2^e et de la 3^e catégorie, et les secours accordés aux ouvriers infirmes âgés de 65 ou 70 ans. Ces modifications ont pris cours au 1^{er} janvier 1870.

Les recettes de cette année ont été inférieures d'une somme de fr. 24,875 95 c. à celles de l'exercice antérieur. Cet état provenait, aux termes du rapport, du retard de certaines exploitations à apurer leurs comptes.

Enfin, l'année 1871 a présenté une augmentation dans le nombre des accidents qui, dans le cours de cette année, ont occasionné la mort de 64 ouvriers mineurs et des blessures graves à 48 autres.

Voici le relevé du nombre des personnes secourues et des pensions et secours payés par la caisse commune durant les six dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE DES PERSONNES SECOURUES.	MONTANT DES PENSIONS ET SECOURS.	
		Fr.	C.
1866	1,774	176,784	80
1867.	1,844	221,672	43
1868.	2,051	229,757	65
1869.	2,313	257,708	26
1870.	2,416	258,126	65
1871.	2,487	508,081	62

Les pensions et secours se sont répartis ainsi qu'il suit en 1871 :

PERSONNES SECOURUES.	NOMBRE DES PERSONNES SECOURUES.	MONTANT DES PENSIONS ET SECOURS.
<i>Pensions viagères.</i>		
Ouvriers mutilés et incapables de tra- vailler	319	Fr. 79,892 C. 30
Veuves d'ouvriers qui ont péri par acci- dent.	450	97,979 40
Vieux parents d'ouvriers qui ont péri par accident	64	14,983 »
<i>Pensions temporaires.</i>		
Orphelins de père et de mère	39	4,246 12
Enfants de veuves	437	23,988 80
<i>Secours extraordinaires.</i>		
Vieux ouvriers infirmes	1,178	284,992 »
TOTAUX.	2,487	508,081 62

Une remarque constante, c'est l'augmentation rapide des sommes payées pour pensions et secours ; au reste, il convient de se rappeler que les paiements faits en 1871 comprennent un exercice de quinze mois.

Le relevé ci-après montre le nombre des vieux ouvriers infirmes secourus par la caisse commune, pendant les six dernières années, et le montant des sommes qu'ils ont reçues à titre de *secours extraordinaires* :

ANNÉES.	NOMBRE DES VIEILLARDS SECOURUS.	MONTANT des SECOURS.	
		Fr.	C.
1866.	693	77,628	08
1867.	751	99,880	28
1868.	904	101,424	»
1869.	1,083	113,393	76
1870.	1,206	142,020	85
1871.	1,178	284,992	»

Pour les sommes payées durant l'année 1871, nous nous en référons à l'explication donnée ci-dessus.

Le tableau inséré plus haut (p. 63) indique le montant des recettes et des dépenses des caisses particulières de secours pour chacune des six dernières années. Nous ne pouvons, pour les sommes reçues et payées en 1871, que reproduire la même explication.

Durant ce dernier exercice, les caisses particulières ont dépensé :

Montant des secours en argent . . .	fr.	370,661	38
" " médicaments. "		74,479	66
" " pains, char-			
bon, etc.	"	21,332	»
Honoraires des médecins.	"	58,206	10
Total.	fr.	524,679	14

La somme de fr. 521,870 85 c., portée en recettes, se composait de fr. 483,471 85 c., provenant des retenues et de fr. 38,399 fournis par les sociétés exploitantes.

Nous rappelons que la caisse de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs de la province de Liège a été reconnue par arrêté royal du 20 janvier 1873.

§ 5. — Caisse de Namur.

La caisse commune de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs de la province de Namur comprenait, en 1871, 115 exploitations associées employant 4,250 ouvriers et se subdivisant ainsi qu'il suit :

	NOMBRE	
	d'exploit. associées.	d'ouvriers affiliés.
Mines de houille	27	2,038
Mines métalliques concédées	35	374
Exploitations libres de minéral de fer.	43	1,788
Carrières souterraines, usines minéralur- giques, etc.	10	50
Totaux.	115	4,250

Les rapports de la commission administrative, rédigés avec beaucoup de clarté et de précision, donnent les renseignements statistiques suivants concernant l'exploitation minérale pendant les six dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE		MONTANT des SALAIRES.	SALAIRE MOYEN	
	d'ouvriers.	de journées.		par an.	par journée.
			Francs.	Fr. C.	Fr. C.
1866	4,490	1,167,400	3,018,539	673 40	2 59
1867	4,354	1,132,040	3,192,390	733 20	2 82
1868	4,066	1,057,160	2,964,200	728 "	2 80
1869	4,040	1,050,400	2,746,663	678 60	2 60
1870	4,302	1,118,520	2,861,037	665 60	2 56
1871	4,250	1,105,000	3,161,932	744 "	2 86

Les comptes des recettes et des dépenses de la caisse commune et des caisses particulières de secours se résument ainsi qu'il suit, pour la période de 1866 à 1871 :

ANNÉES.	CAISSE COMMUNE.		CAISSES PARTICULIÈRES.	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1866	60,688 13	55,785 63	41,237 62	28,830 77
1867	63,935 55	60,531 67	41,849 89	29,525 34
1868	60,351 80	64,363 54	31,491 »	26,481 »
1869	57,472 67	69,901 55	30,195 »	28,178 »
1870	58,289 54	68,918 06	25,740 05	24,672 24
1871	63,802 29	70,615 96	28,688 »	24,054 »

Ce qui frappe d'abord les regards, c'est que, pour ce qui concerne la caisse commune de prévoyance, pendant quatre années consécutives, les dépenses ont excédé les recettes.

Cette situation a attiré, depuis le mois de juin 1871, l'attention de la commission administrative, et voici comment elle s'exprime à cet égard dans son rapport du mois de juin 1872 :

« L'expérience nous ayant prouvé, depuis plusieurs
 » années, que le tarif des pensions et secours ne pouvait
 » être maintenu sans une augmentation de ressources,
 » la prudence nous a commandé de porter notre at-
 » tention sur un fait qui s'accroissait tous les jours da-
 » vantage et de poser les questions de savoir si l'on
 » majorerait la subvention et la retenue, ou si l'on ré-
 » duirait les pensions et les secours : ce second avis
 » ayant prévalu, une sous-commission composée de
 » quatre membres fut choisie dans notre réunion du

„ 22 juin, au sein de la commission administrative, et
„ elle eut pour mission de préparer un nouveau tarif
„ *dans un sens économique.* „

La commission fit son rapport à la séance de l'assemblée générale du 31 août suivant :

Elle porta à trois mois, au lieu de six semaines, les secours à charge des caisses particulières ;

Elle laissa ouvert le droit à la pension pour les veuves dont le mari viendrait à succomber, après un temps plus ou moins long, des suites de leurs blessures ;

Elle admit que, dans certains cas, la dot accordée à une veuve qui se remarie pourrait être portée jusqu'à 500 francs une fois donnés ;

Affirmant de nouveau le principe de la mutualité, elle admit, pour base de la retenue et de la subvention, un *salaire uniforme pour tous les ouvriers.*

L'adoption de ces propositions a paré aux difficultés que présentait la fixation des retenues proportionnelles, lorsque, dans la pratique, le salaire se calcule tantôt sur la journée, le mètre cube d'extraction ou d'avancement, tantôt sur la cense ou le minerai lavé, etc.

L'assemblée fixa à 6 francs par an la retenue à faire aux ouvriers, et à la même somme la subvention des propriétaires, ces paiements se faisant cumulativement par sommes de trois francs, chaque trimestre, quelque soit le nombre de jours que l'ouvrier ait travaillé pendant ce trimestre.

Un tarif uniforme de pensions et de secours fut également arrêté pour tous les ouvriers appartenant à une même catégorie. (V. le rapport de la commission administrative pour l'exercice 1871, pages 4 et 5.)

La commission attend une augmentation de recettes et une diminution de dépenses, par suite de ce double changement.

Le tableau qui suit montre le nombre de personnes

secourues et le montant des sommes payées par la caisse commune, en pensions et secours, pendant les six dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE DES PERSONNES SECOURUES.	MONTANT DES PENSIONS ET SECOURS.	
		Fr.	C.
1866.	415	53,458	28
1867.	478	58,637	»
1868.	452	62,278	84
1869.	485	67,947	30
1870.	599	66,848	39
1871.	599	68,541	42

Durant l'année 1871, les pensions et secours ont été répartis ainsi qu'il suit :

PERSONNES SECOURUES.	NOMBRE DES PERSONNES SECOURUES.	MONTANT DES PENSIONS ET SECOURS.
<i>Pensions viagères.</i>		
Ouvriers mutilés ou incapables de tra- vailler	20	5,130 »
Veuves d'ouvriers qui ont péri par acci- dent.	84	20,205 84
Vieux parents d'ouvriers qui ont péri par accident	6	2,310 »
<i>Pensions temporaires.</i>		
Orphelins de père et de mère.	11	744 »
Enfants } d'ouvriers mutilés.	13	415 50
} de veuves	142	4,948 42
Jeunes frères et sœurs	»	»
<i>Secours extraordinaires.</i>		
Personnes déjà pensionnées.	9	720 »
Proches parents du défunt	17	2,100 50
Ouvriers grièvement blessés	113	23,525 50
Vieux ouvriers infirmes	28	3,537 72
Autres personnes secourues (enfants d'ouvriers blessés grièvement)	156	4,903 54
TOTAUX.	599	68,541 42

Ce tableau montre, en particulier, l'extension que les secours extraordinaires avaient prise, d'où résulte la nécessité de modérer ce genre de dépenses.

La caisse de la province de Namur ne secourt relativement qu'un faible nombre de vieux ouvriers infirmes. Voici le relevé des secours donnés à cette catégorie de personnes pendant les six dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE DES VIEILLARDS SECOURUS.	MONTANT des SECOURS.	
		Fr.	C.
1866.	22	3,217	40
1867.	28	3,052	»
1868.	29	4,128	»
1869.	29	4,148	»
1870.	29	3,828	»
1871.	28	3,537	72

Le relevé de la page 68 reproduit le sommaire des recettes et des dépenses des caisses particulières de secours, pendant les six années que comprend notre compte rendu. Ces secours ont été répartis, en 1871, ainsi qu'il suit :

Montant des secours en argent . . .	fr. 17,631	»
" " médicaments . . .	" 4,467	»
" " charbon, pains,		
etc.	" 1,956	»
Total.	fr. 24,054	»

Le montant des recettes de ces caisses était de fr. 28,688, sur lesquels fr. 23,336 provenaient des

retenues sur les salaires et fr. 5,352 des sommes versées par les exploitants.

La caisse de prévoyance de la province de Namur a été reconnue, ainsi que nous l'avons dit au chapitre II, par un arrêté royal du 4 octobre 1872.

§ 6. — Caisse du Luxembourg.

L'association de prévoyance de la province de Luxembourg ne comprend que deux concessions de mines métalliques, une carrière souterraine et 24 exploitations d'ardoises appartenant à cinq sociétés. Total, huit sociétés, occupant, en 1871, 671 ouvriers, qui se répartissent ainsi qu'il suit :

2 mines métalliques	45 ouvriers.
1 carrière	36 "
5 ardoisières souterraines.	590 "
Total égal.	671 ouvriers.

Par la nature de ces exploitations, les accidents graves y sont rares ; aussi la caisse commune n'a-t-elle perçu jusqu'ici qu'un p. % des salaires payés aux ouvriers, la moitié, soit $\frac{1}{2}$ p. %, supportée par ces derniers, l'autre versée par les exploitants.

On sait que le siège de la caisse commune est fixé à Neufchâteau.

Voici, pour les six dernières années, les renseignements statistiques que contiennent les rapports annuels de la commission administrative de cette caisse :

ANNÉES.	NOMBRE		MONTANT des SALAIRES.	SALAIRE MOYEN	
	d'ouvriers.	de journées.		par an.	par journée.
			Francs.	Fr. C.	Fr. C.
1866	431	116,370	229,522	532 53	1 97
1867	433	116,910	264,607	611 10	2 64
1868	520	140,400	323,500	622 12	2 31
1869	548	148,230	380,262	692 64	2 56 1/2
1870	576	155,520	420,365	720 »	2 70
1871	671	181,841	423,423	632 53	2 34 1/2

Le tableau suivant indique le montant des recettes et des dépenses de la caisse commune et des caisses particulières de secours, pendant les six dernières années :

ANNÉES.	CAISSE COMMUNE.		CAISSES PARTICULIÈRES.	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
1866	3,369 22	3,179 96	3,374 69	3,531 18
1867	3,749 33	3,012 68	4,032 39	5,321 06
1868	4,833 99	4,141 76	3,682 07	5,368 89
1869	4,979 70	4,478 80	5,776 49	5,199 12
1870	5,408 65	6,211 65	6,309 28	5,196 73
1871	5,676 »	7,596 60	6,670 39	7,035 43

Pendant les deux dernières années, les dépenses de la caisse commune ont excédé, d'une somme assez forte, les recettes. Si cette situation ne se modifie pas, l'association se trouvera obligée de hausser le taux des retenues.

Les sommes payées en pensions et secours se sont réparties, pendant les six dernières années, ainsi qu'il suit :

ANNÉES.	NOMBRE	MONTANT
	DES PERSONNES SECOURUES.	DES PENSIONS ET SECOURS.
		Fr. C.
1866.	38	2,938 66
1867.	40	2,771 38
1868.	56	3,792 63
1869.	46	4,121 40
1870.	61	5,779 20
1871.	83	7,259 15

On remarque que l'augmentation des dépenses est constante ; voici, durant l'exercice 1871, entre quelles catégories de personnes ces sommes ont été distribuées :

PERSONNES SECOURUES.	NOMBRE	MONTANT
	DES PERSONNES SECOURUES.	DES PENSIONS ET SECOURS.
		Fr. C.
<i>Pensions viagères.</i>		
Ouvriers mutilés, incapables de travailler	7	1,400 »
Veuves d'ouvriers qui ont péri par accident.	10	1,027 29
Parents d'ouvriers qui ont péri	2	120 »
Ouvriers vieux et infirmes	51	4,407 40
<i>Pensions temporaires.</i>		
Enfants de veuves, orphelins de père et de mère	10	104 36
<i>Secours extraordinaires.</i>		
Ouvriers grièvement blessés	1	100 »
Veuves d'ouvriers non tués	2	100 »
TOTAUX.	83	7,259 15

On voit l'extension qu'a prise la catégorie des pensions accordées à de vieux ouvriers infirmes. Le montant de ces pensions a rapidement augmenté. En voici la récapitulation pour les six dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE DES VIEILLARDS SECOURS.	MONTANT des SECOURS.
		Fr. C.
1866.	10	1,045 »
1867.	17	1,268 33
1868.	18	1,560 »
1869.	13	1,305 »
1870.	31	3,030 »
1871.	51	4,407 50

Les statuts revisés et approuvés par arrêté royal du 4 octobre dernier portent que des pensions viagères sont accordées (art. 19, n° 4) : « A de vieux ouvriers » devenus infirmes par l'exercice de leur profession, et » qui ont été attachés pendant quinze ans au moins » à des exploitations associées. » Il est vraisemblable, si ce nombre se maintient, vu la longue durée ordinaire de ces pensions, que l'association de la caisse commune de prévoyance se verra obligée de porter à 1 $\frac{1}{2}$ %, comme cela a lieu dans toutes les autres caisses, le taux des retenues et des cotisations réunies, qui n'a été jusqu'ici que de 1 %. Les intérêts de sa réserve ne lui viennent que faiblement en aide pour parfaire les paiements de l'année.

Le tableau ci-dessus (p. 73) reproduit le relevé

sommaire des recettes et des dépenses des caisses particulières de secours pendant les six dernières années. A plus d'une reprise, les dépenses de ces caisses ont dépassé leurs recettes. Comment les déficits ont-ils été comblés ? D'après les statuts de l'association de prévoyance de la province de Luxembourg, les sociétés exploitantes versent dans les caisses particulières de secours, comme dans la caisse commune, une quotité égale au montant des retenues opérées sur les salaires de leurs ouvriers. Dans les statuts révisés, il est stipulé (art. 7) que « les caisses particulières de secours sont » alimentées au moyen de retenues sur les salaires et » de cotisations égales des patrons, s'élevant cumulativement à 1 % de ces salaires. » Il y est ajouté : « Le taux des retenues pourra néanmoins être augmenté, si l'expérience en prouve la nécessité, mais » sans augmentation correspondante des subventions » des patrons, fixées à $\frac{1}{2}$ %. » Nous pensons qu'il y a lieu de faire usage immédiatement de cette faculté.

Les dépenses des caisses particulières de secours, qui se sont élevées en 1871 à fr. 7,035 43 c., ont été appliquées ainsi qu'il suit :

Montant des secours en argent . . .	fr.	1,733 33
Médicaments et honoraires des médecins	»	5,302 10
Total égal . . .	fr.	7,035 43

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, la caisse de prévoyance des ouvriers mineurs et carriers de la province de Luxembourg a été reconnue par arrêté royal du 4 octobre 1872.

CHAPITRE V.

CONCLUSION.

Pour apprécier le travail de révision des statuts des caisses de prévoyance, il a fallu d'abord se reporter au point de vue des besoins auxquels il était indispensable de pourvoir à l'époque de leur établissement. L'exposé de leurs opérations, de leur situation nous permet de considérer, sous un autre aspect, si le travail de consolidation entrepris a reposé sur ses véritables bases.

Conçues primitivement et principalement en vue de pourvoir aux conséquences des accidents si graves et si fréquents qui atteignent les ouvriers mineurs dans l'exercice de leur pénible et dangereuse industrie, les caisses de prévoyance ont dû, avec le temps, venir en aide aux ouvriers mineurs âgés et infirmes, dont les fatigues ont épuisé les forces. Mais les ressources des caisses ne seraient pas proportionnées à l'étendue des besoins auxquels elles sont appelées à satisfaire si, grâce à leur mode d'organisation, elles n'avaient pas rempli une double condition.

D'abord, en érigeant à côté des caisses communes de prévoyance des caisses particulières de secours, qui ne profitent qu'aux ouvriers de l'établissement pour lequel elles ont été créées, on a confié à ces dernières la mission de pourvoir à tous les cas où l'intervention d'une caisse centrale n'était pas jugée nécessaire. La surveillance, le contrôle, pour le cas de blessures légères, s'exercent plus facilement dans ces caisses locales. Ensuite, pour les accidents qui rentrent dans le cadre des caisses communes, les besoins sont tellement grands, les conséquences si graves, que, *sans*

l'assistance des patrons, les caisses communes seraient hors d'état d'y pourvoir.

Ce qui distingue, au premier coup d'œil, les caisses belges de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, c'est donc l'ASSOCIATION A DEUX DEGRÉS. En se soumettant, dans les statuts qu'ils ont élaborés, à verser dans les caisses communes des sommes égales au total des retenues perçues sur les salaires de leurs ouvriers, les exploitants de mines s'en sont montrés les bienfaiteurs. Pendant les trente-trois années écoulées depuis l'institution des caisses, leur gestion a été sage et prudente. Ce n'est pas qu'en se réglant d'après des tables de mortalité soigneusement calculées, les commissions administratives aient procédé avec la rigueur mathématique des compagnies d'assurances sur la vie. Mais, résistant à des entraînements irréfléchis, elles ont eu soin de maintenir le taux des contributions à un niveau suffisamment élevé pour assurer aux caisses des ressources dans l'avenir.

Tout en conservant dans les mains des patrons l'administration des caisses, les statuts n'ont pas négligé d'appeler des représentants de la classe ouvrière à faire partie des commissions administratives. Celles-ci, ayant géré de manière à obtenir, chaque année (sauf un petit nombre d'exceptions), un excédant de recettes sur les dépenses, sont parvenues à créer un capital important de réserve. Au 1^{er} janvier 1872, les intérêts de ce fonds, en y comprenant quelques recettes accessoires, montaient à fr. 257,778 24 c. Ce fonds lui-même, l'*avoir* des caisses communes de prévoyance, s'élevait à fr. 5,412,652 57 c. A l'intérêt de ce capital, au montant des cotisations des patrons et des ouvriers, il faut joindre une subvention annuelle du budget de l'État, s'élevant à environ fr. 45,000.

En ne nous occupant pour un moment que des dé-

penses des caisses communes, elles se sont élevées, dans la dernière des années dont nous avons exposé les comptes, à une somme de fr. 1,661,689 95 c., y compris une somme de fr. 34,573 73 c. pour frais d'administration. Le montant des retenues perçues sur les salaires des ouvriers, dans le courant de l'année 1871, n'a été que de fr. 712,888 58 c., laissant subsister un manquement de fr. 948,801 97 c., pour couvrir ces dépenses. (Nous avons laissé en dehors les sommes payées pour l'instruction des enfants d'ouvriers.) En y comprenant le produit des cotisations des patrons et la subvention accordée par l'État, l'équilibre ne serait pas encore rétabli ; on n'obtiendrait qu'une somme de fr. 1,470,012 16 c. C'est qu'indépendamment de la résolution généreuse des patrons qui, dès l'origine, les a portés à verser dans les caisses communes des sommes égales au montant des retenues perçues sur les salaires de leurs ouvriers, il faut remarquer qu'ils ont administré ces caisses avec beaucoup de sagesse et de prudence. Ils ont su résister aux tendances de ceux qui, par suite d'inattention ou pour des motifs intéressés, ne se préoccupent que des besoins du moment. En ne maintenant pas à un taux suffisant les cotisations des patrons et celles de leurs ouvriers, ils ne seraient pas parvenus à créer un fonds qui, au moment où nous écrivons, atteint 5 millions 750,000 francs. En écoutant les suggestions dont nous venons de parler, et qui auraient eu le dessus dans un autre mode d'organisation, tel que quelques personnes cherchent à l'établir, dès la vingtième année on aurait senti la nécessité, ou d'augmenter considérablement le taux des retenues ou de réduire le nombre et le montant des secours, au grand détriment de ceux qui sont secourus aujourd'hui.

Nous pourrions nous arrêter ici, pensant avoir justifié complètement, par l'examen des faits, par les ré-

sultats de l'expérience acquise, la marche adoptée par le gouvernement et par la commission de révision dans l'application des principes de la loi du 28 mars 1868.

Mais les faits doivent être notre guide : les besoins des caisses, le nombre de ceux qui ont recours à leurs bienfaits restent-ils les mêmes? ces besoins sont-ils constants? Malgré l'habileté des ingénieurs des mines, y compris ceux des sociétés, nonobstant les progrès qu'a faits l'art de l'exploitation, observe-t-on chaque année à peu près le même nombre d'accidents? En résulte-t-il un même montant de charges? Comparons le relevé des accidents arrivés dans les mines associées, durant la période de 1866 à 1871, avec les résultats des années antérieures. Les tableaux ci-après présentent, pour chaque caisse, d'après les relevés publiés à la suite des rapports des commissions administratives, le nombre des victimes (tués ou blessés plus ou moins grièvement) dans les exploitations *associées*. Nous y ajoutons le montant total de la population ouvrière de leur circonscription. Dans le nombre des blessés ne sont pas compris les cas presque journaliers de blessures légères.

Caisse de Mons.

ANNÉES.	NOMBRE TOTAL DES OUVRIERS.	NOMBRE DES OUVRIERS	
		TUÉS.	BLESSÉS GRIÈVEMENT.
1866	26,905	24	17
1867	27,503	31	24
1868	27,219	62	26
1869	26,877	43	27
1870	27,452	37	30
1871	27,078	42	44

Caisse de Charleroi.

ANNÉES.	NOMBRE TOTAL DES OUVRIERS.	NOMBRE DES OUVRIERS	
		TUÉS.	BLESSÉS GRIÈVEMENT.
1866	27,964	75	152
1867	30,680	97	160
1868	29,472	78	167
1869	29,371	116	186
1870	30,120	69	156
1871	30,419	92	148

Caisse du Centre.

ANNÉES.	NOMBRE TOTAL DES OUVRIERS.	NOMBRE DES OUVRIERS	
		TUÉS.	BLESSÉS GRIÈVEMENT.
1866	8,189	16	24
1867	8,727	17	27
1868	9,007	15	12
1869	9,260	17	14
1870	9,389	17	12
1871	9,936	7	11

Caisse de Liège.

ANNÉES.	NOMBRE TOTAL DES OUVRIERS.	NOMBRE DES OUVRIERS	
		TUÉS.	BLESSÉS GRIÈVEMENT.
1866	23,075	62	27
1867	25,195	72	12
1868	23,292	56	32
1869	23,339	50	17
1870	23,997	48	21
1871	25,227	64	48

Caisse de Namur.

ANNÉES.	NOMBRE TOTAL DES OUVRIERS.	NOMBRE DES OUVRIERS	
		TUÉS.	BLESSÉS GRÈVEMENT.
1866	4,490	11	21
1867	4,354	15	27
1868	4,066	11	15
1869	4,040	12	6
1870	4,302	11	10
1871	4,250	9	1

Caisse du Luxembourg.

ANNÉES.	NOMBRE TOTAL DES OUVRIERS.	NOMBRE DES OUVRIERS	
		TUÉS.	BLESSÉS GRÈVEMENT.
1866	431	"	2
1867	433	"	"
1868	520	1	5
1869	548	"	3
1870	576	"	3
1871	671	3	1

Les Caisses réunies.

ANNÉES.	NOMBRE TOTAL DES OUVRIERS.	NOMBRE DES OUVRIERS	
		TUÉS.	BLESSÉS GRÈVEMENT.
1866	90,954	188	243
1867	96,892	232	250
1868	93,576	223	257
1869	93,435	238	253
1870	95,836	182	232
1871	97,581	217	253

Sur une population totale d'ouvriers, que l'on peut évaluer en moyenne à 94,600 pendant le cours des années 1866 à 1871, on compte que, dans les mines associées, il y a eu un total de 1,280 ouvriers tués, indépendamment d'un nombre relativement grand d'ouvriers blessés grièvement. C'est une moyenne annuelle de 213 ouvriers tués, ou 2.29 sur mille.

Dans la période quinquennale de 1856 à 1860, nous avons constaté une proportion de 2.5 ouvriers tués par mille; dans la période de 1861 à 1865, 2.45 sur mille. On voit que, dans le cours des six dernières années, on a eu relativement une diminution.

On ne doit pas méconnaître que plus l'exploitation minérale s'étendra, plus l'extraction s'opérera à des profondeurs plus grandes, plus aussi les dangers s'accroîtront et, par conséquent aussi, le nombre et la gravité des accidents.

Le nombre des ouvriers mineurs âgés et dignes d'être secourus augmentera encore, d'année en année, pendant longtemps. Il n'est pas à présumer que, de sitôt, écoutant les sages conseils qui lui sont donnés, cette population peu éclairée et avide de jouissances parvienne à économiser suffisamment pour se procurer un sort tranquille dans la vieillesse. Mais, dans leur état actuel, les caisses de prévoyance ne sont pas organisées de manière à servir de *caisses de retraite*. Comme tempérament nécessaire, les caisses communes pourraient adopter en principe de ne venir en aide à aucun ouvrier infirme (en dehors des cas d'accidents prévus par les statuts) qu'à la condition expresse que le dernier ou les derniers patrons interviennent pour une somme égale.

Si le temps ne nous pressait, si le moment n'était pas venu de clôturer un travail qui a pris déjà trop de développement, nous voudrions revenir sur les ob-

servations, que nous avons reproduites bien des fois, concernant divers abus qui contribuent à maintenir notre population d'ouvriers mineurs dans un déplorable degré d'abaissement : absence de toute éducation et d'instruction, pour un grand nombre d'enfants ; travail excessif et prématuré, pour des enfants privés de la lumière du soleil et de la liberté de mouvements nécessaire à leur âge ; admission dans les travaux souterrains de jeunes filles à peine nubiles, soumises à des travaux grossiers qui les déforment et altèrent leur constitution, et exposées à une corruption précoce d'autant plus à redouter qu'on les a laissées dans l'ignorance de leurs devoirs. Ce n'est pas dans de semblables milieux qu'elles se prépareront à s'acquitter de leurs obligations d'épouses et de mères de famille. Elles sont donc hors d'état de donner leurs soins, dans l'intérieur d'un ménage, à la préparation des aliments, à l'entretien du linge et des vêtements de la famille. Le défaut de propreté, d'aisance, de bien-être fait désertier à l'ouvrier sa demeure ; il va dépenser au cabaret des sommes qu'il aurait pu employer utilement à meubler sa maison et à embellir son intérieur, à pourvoir à des dépenses imprévues, à soigner l'éducation de ses enfants. On lui reproche son imprévoyance, ses habitudes de dissipation et d'ivrognerie ; et l'on ne s'aperçoit pas que le secret de sa réforme consisterait dans le changement de ses habitudes, si on parvenait à l'attacher à sa demeure, à lui rendre attrayantes les soirées passées chez lui, près de sa femme et de ses enfants !

La femme, dépourvue d'instruction, incapable de tenir sa maison, pourrait-elle donner à ses enfants la première éducation, la plus importante aux yeux du moraliste ? Ainsi se perpétue cet état d'infériorité de populations vouées à un travail incessant. Mais lorsque

dans toute l'Europe et ailleurs, dans tous les pays où l'on exploite des mines, et notamment en France, en Angleterre, dans toute l'Allemagne, on voit les règlements et les usages exclure les femmes des travaux souterrains des mines, comment l'abus que nous signalons se continue-t-il dans cette Belgique si sévère sur les questions de moralité, si attentive sur tout ce qui peut améliorer la condition de ses classes ouvrières ?

Espérons donc, après l'enquête faite par l'Académie royale de médecine de Belgique, que nos Chambres adopteront bientôt, avec les tempéraments nécessaires, la proposition de loi déposée par un honorable représentant de l'arrondissement de Bruxelles.

Ce n'est pas tout de venir en aide au malheureux ouvrier mutilé et incapable de travailler, à la veuve et aux enfants en bas âge de celui qui a péri par accident : nos exploitants de mines, nos grandes sociétés charbonnières ont montré assez les dispositions bienveillantes qui les animent à l'égard de leurs ouvriers : ils ne leur refuseront pas le complément de ces bienfaits en secondant leur esprit d'économie, en les aidant à se procurer des demeures saines et convenables, en favorisant l'éducation et l'instruction de leurs enfants. Le gouvernement, de son côté, doit veiller à l'avenir des générations naissantes ; il ne peut pas les abandonner, et, s'il remarque des abus, son devoir est de les réprimer, de tarir le mal en remontant à sa source.

Les caisses de prévoyance ont maintenant leur vitalité propre : elles peuvent recevoir des dons et des legs d'objets mobiliers. Espérons qu'elles étendront sans cesse le cercle de leurs bienfaits. Instruit, l'ouvrier comprendra mieux ce que les patrons ont fait pour lui, il comprendra mieux ses propres intérêts. Les rébellions, les grèves, les moyens violents, n'occasionnent que ruines et pertes sèches pour le travailleur.

Mais d'où peut venir la lumière ? De la réforme des mœurs, de l'instruction, de l'exercice des vertus de famille. L'éducation de la femme est l'élément de solution de ce problème.

Bruxelles, mars 1873.

ANNEXE.

CAISSES DE PRÉVOYANCE

EN FAVEUR DES OUVRIERS MINEURS.

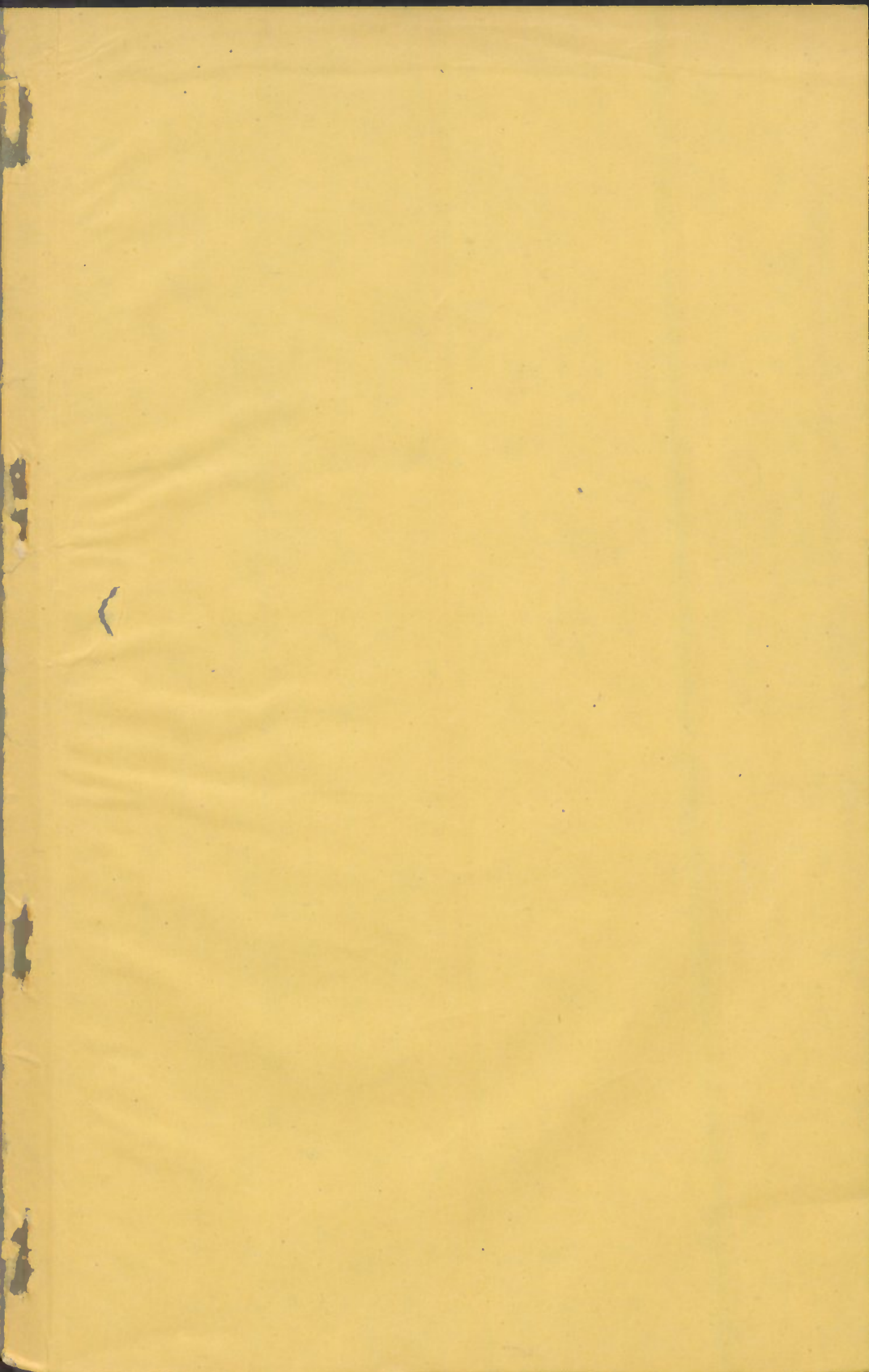
COMPTES DE 1871.

Caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs. — Comptes de 1871.

RECTES.										
DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	CAISSES COMMUNES DE PRÉVOYANCE.					CAISSES PARTICULIÈRES DE SECOURS.			TOTAL GÉNÉRAL.	Observations.
	Retenues sur les salaires.	Cotisations des exploitants.	Subventions de l'État.	Autres recettes.	TOTAL.	Retenues sur les salaires.	Cotisations des exploitants.	TOTAL.		
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	
Caisse de Mons	161,188 92	161,188 92	12,770 »	64,760 41	399,908 25	332,645 02	68,688 64 ⁽¹⁾	401,333 66	801,241 91	(1) Sommes versées par 11 Sociétés exploitantes, pour suppléer à l'insuffisance des ressources des caisses particulières de secours de leurs établissements.
— de Charleroi	196,792 49	196,792 50	14,036 »	95,882 96	503,503 95	421,657 01	16,314 16	437,971 17	941,475 12	
— du Centre	71,463 33	71,463 33	4,392 »	20,282 29	167,600 95	41,332 51	41,332 51	82,665 02	250,265 97	
— de Liège	257,607 23	257,607 24	10,650 »	61,434 50	587,298 97	483,471 85	38,399 »	521,870 85	1,109,169 82	
— de Namur	23,714 49	23,714 49	2,180 »	14,193 31	63,802 29	23,336 »	5,352 »	28,688 »	92,490 29	
— du Luxembourg	2,122 12	2,122 11	207 »	1,224 77	5,676 »	3,335 20	3,335 19	6,670 39	12,346 39	
TOTAUX	712,888 58	712,888 59	44,235 »	257,778 24	1,727,790 41	1,305,777 59	173,421 50	1,479,199 09	3,206,989 50	
DÉPES.										
DÉSIGNATION des ASSOCIATIONS.	CAISSES COMMUNES DE PRÉVOYANCE.				CAISSES PARTICULIÈRES de SECOURS.	TOTAL GÉNÉRAL.	AVOIR au 1 ^{er} janvier 1872.	CHARGES au 1 ^{er} janvier 1872.		Observations.
	Pensions et secours.	Instruction, amélioration morale.	Frais d'administra- tion.	TOTAL.						
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	
Caisse de Mons	391,944 63	6,000 » ⁽¹⁾	11,331 75	409,276 38	348,448 20 ⁽²⁾	757,724 58	1,175,701 67	392,454 »		(1) Subventions à des écoles de porions et de machinistes.
— de Charleroi	515,080 90	8,660 20	12,836 »	536,577 10	436,635 54	973,212 64	2,022,049 54	425,315 »		(2) Il a été dépensé, en outre, sur les deniers propres des Sociétés : 16,788 francs 43 c. pour l'instruction des enfants d'ouvriers; 5,400 francs accordés aux petites sœurs des pauvres de Jemmapes; 83 francs 50 c. aux familles des miliciens rappelés sous les drapeaux; ensemble, 22,271 francs 93 c.
— du Centre	136,208 50	»	1,952 09	138,160 59	89,899 13	228,059 72	495,467 79	132,270 »		
— de Liège	508,081 62	»	6,041 90	514,123 52	524,679 14	1,038,802 66	1,416,317 53	340,317 60		
— de Namur	68,541 42	»	2,074 54	70,615 96	24,054 »	94,669 96	278,691 »	46,268 »		
— du Luxembourg	7,259 15	»	337 45	7,596 60	7,935 43	14,632 03	24,425 04	7,059 15		
TOTAUX	1,627,116 22	14,660 20	34,573 73	1,676,350 15	1,430,751 44	3,107,101 59	5,412,652 57	1,343,683 75		

TABLE DES MATIÈRES.

	PAGES.
CHAPITRE PREMIER. Rappel des principes qui ont présidé à l'établissement des caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs	3
CHAPITRE II. Du travail de révision des statuts de ces caisses, conformément à la loi du 28 mars 1868.	13
CHAPITRE III. Coup d'œil sur la situation de ces caisses prises dans leur ensemble	32
CHAPITRE IV. Examen des opérations et de la situation de chacune des caisses prises séparément	41
§ 1 ^{er} . — Caisse du Couchant de Mons.	41
§ 2. — Caisse de Charleroi.	50
§ 3 — Caisse du Centre.	57
§ 4. — Caisse de Liège	62
§ 5. — Caisse de Namur.	67
§ 6. — Caisse du Luxembourg	72
CHAPITRE V. — Conclusion.	77
ANNEXE	87





206\$07962592